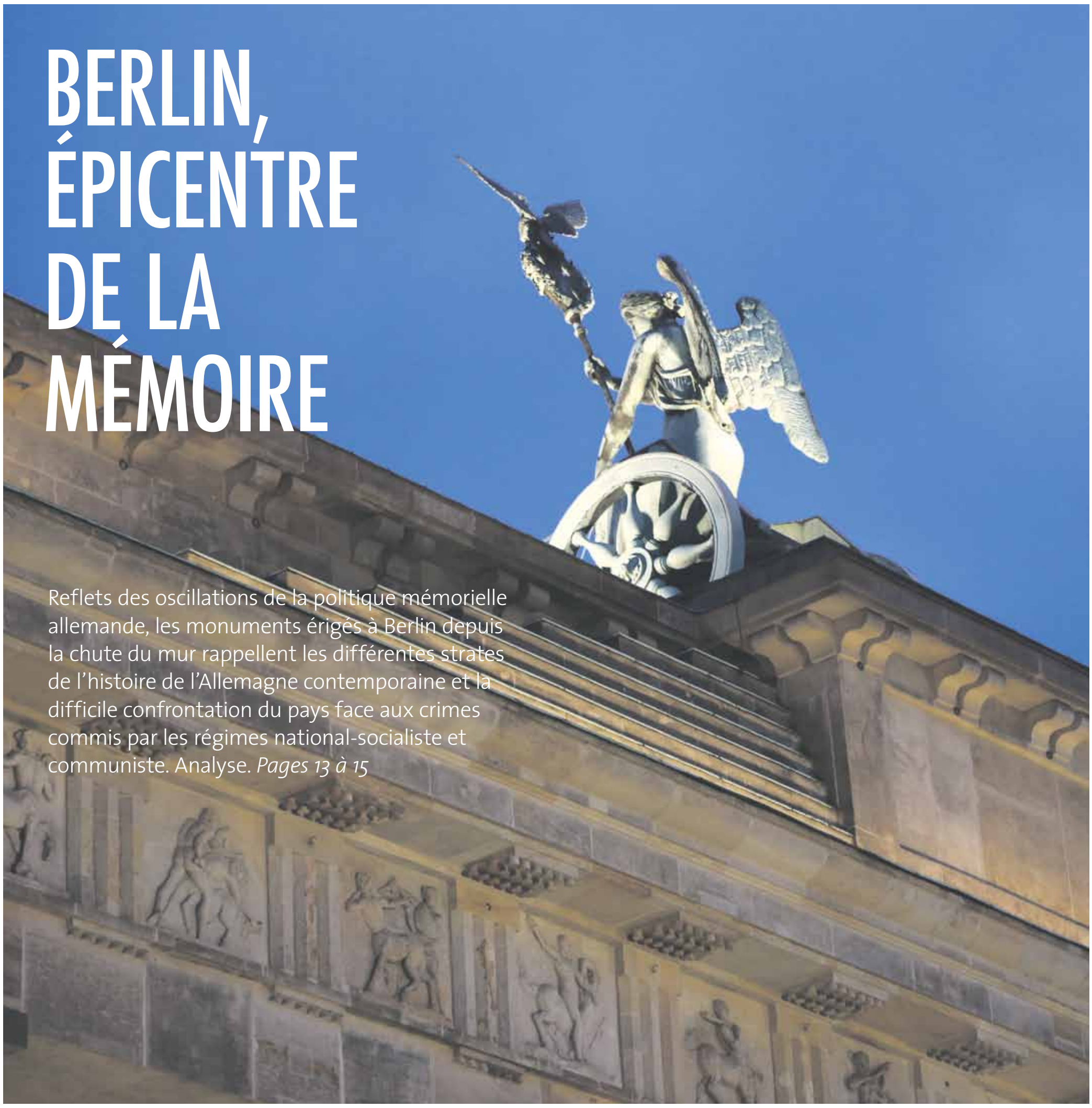
AN 2 / N°21 • DU 13 AU 27 SEPTEMBRE 2013 JAA 1001 LAUSANNE / PP JOURNAL 9 CHF – 7.50 €

La Cité

JOURNAL BIMENSUEL POLITIQUE • CULTURE • SOCIÉTÉ 24 NUMÉROS PAR AN

BERLIN, ÉPICENTRE DE LA MÉMOIRE



Reflets des oscillations de la politique mémorielle allemande, les monuments érigés à Berlin depuis la chute du mur rappellent les différentes strates de l'histoire de l'Allemagne contemporaine et la difficile confrontation du pays face aux crimes commis par les régimes national-socialiste et communiste. Analyse. *Pages 13 à 15*

© FABIO LO VERSO / BERLIN, FÉVRIER 2013

Le feu de la censure couve sous la révolte turque

Avant la pause estivale, des citoyens turcs se sont massivement mobilisés pour sauver le parc Gezi d'Istanbul, tout en dénonçant les atteintes croissantes aux libertés individuelles et l'attitude des grands médias, aveugles et muets.

Pages 4 à 6

La Suisse «ouvre» le compte de Carlos Menem

La justice argentine est autorisée par le Tribunal fédéral à analyser tous les mouvements du compte UBS détenu en Suisse par l'ancien président argentin, qu'on soupçonne d'avoir touché un pot-de-vin iranien et des rétrocommissions françaises.

Page 9

Le cinéma post-soviétique débarque en Suisse

Elena Hazanov, réalisatrice suisse d'origine russe, fonde à Genève et à Lausanne le premier festival des films «de Russie et d'ailleurs». Une vitrine qui veut transmettre une autre image de la société post-soviétique que celle véhiculée par les médias.

Pages 16-17

«Les peuples ont besoin de projets communs»

Avec son dernier livre intitulé *Cette belle idée du courage*, Ségolène Royal accompagne son retour sur la scène politique après sa déconvenue aux élections législatives françaises de 2012. Rencontre à Poitiers, dans son fief du Poitou-Charentes.

Page 20

9 771664 374004

La Cité – Case postale 982 – 1001 Lausanne | Rédaction: info@lacite.info · 021 800 40 00 · www.lacite.info
Service abonnements: abos@lacite.info · 021 800 40 00 · www.lacite.info/abonnement | Compte postal: 12-217338-9

SOMMAIRE

PREMIER CAHIER

GRAND ANGLE / PAGES 4-6
Le feu de la censure couve sous les cendres de la révolte turque

SUISSE / PAGE 8
«On peut créer à Genève une convivialité urbaine, comme à Zurich et à Bâle»

Interview de Pierre Jenni, candidat «outsider» aux élections du Conseil d'État genevois

SUISSE / PAGE 9
La Suisse rend à l'Argentine le compte UBS de l'ex-président Carlos Menem

INTERNATIONAL / PAGES 10-11
Les enfants du Burkina Faso emportés par la ruée vers l'or

DEUXIÈME CAHIER

CLAIR-OBSCUR / PAGES 13-15
Topographies de la mémoire. Passés traumatiques et confrontations mémorielles dans le Berlin (ré)-unifié

NOUVEAUX MONDES / 16-17
«Le cinéma post-soviétique est le reflet d'une société écartelée entre pessimisme et espoir»

Interview d'Elena Hazanov, réalisatrice suisse d'origine russe, fondatrice du Festival Kino du cinéma «de Russie et d'ailleurs»

ATELIER / PAGE 18
Biggie Yorke, 2013. Acrylique sur séquoia. Genêt Mayor, artiste

S'IL FALLAIT LIRE... / PAGE 19
Ces femmes et ces hommes qui font de Genève une ville cosmopolite

Les éditions Slatkine inaugurent la collection *Ils ont choisi Genève. La Cité* publie les bonnes feuilles

S'IL FALLAIT LIRE... / PAGE 20
«Les peuples se comprennent mieux lorsqu'ils ont des projets communs»

Entretien avec Ségolène Royal, auteure de l'ouvrage *Cette belle idée du courage,* Grasset, Paris, 2013

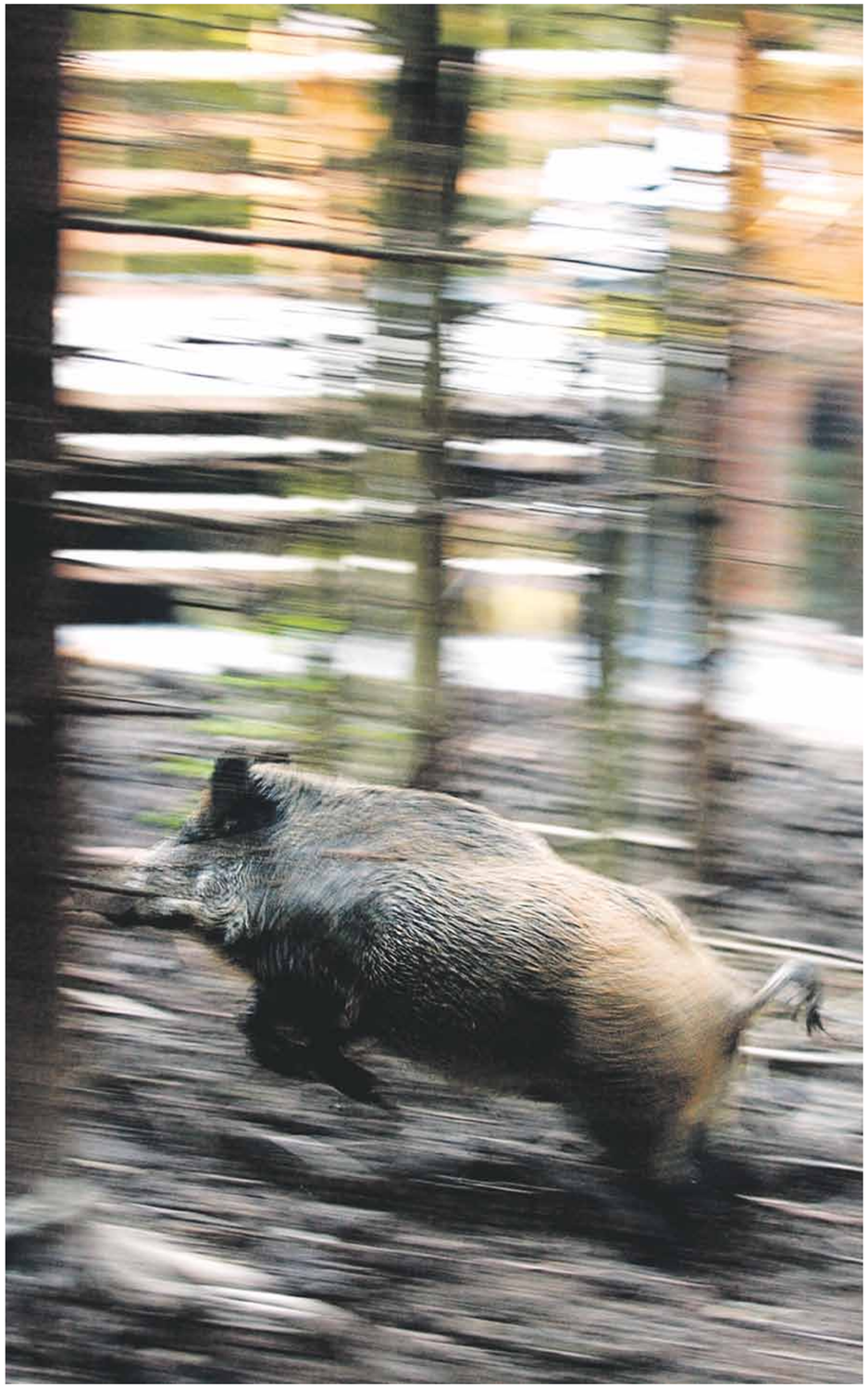
S'IL FALLAIT LIRE... / PAGE 21
Angela Merkel, ou l'Europe allemande?

S'IL FALLAIT LIRE... / 22-23
«Viande»
Le Café Noir
de Joseph Incardona

ULTIMO / PAGE 24
– Guy Oberson, «Obama», Pierre noire sur papier, 150 x 225 cm, 2012

Courtesy Galerie C Neuchâtel www.galeriec.ch

– La chronique du flâneur: *Rentrée par le bassin de la piscine communale*



CHAQUE ANNÉE, PENDANT LA CHASSE, ENTRE 100 ET 1600 SANGLIERS SONT ABATTUS EN SUISSE. © KEYSTONE / STEFFEN SCHMIDT / PARC ANIMALIER D'ADLISWIL, DANS LE CANTON DE ZURICH / ARCHIVES

Des sangliers radioactifs rappellent la Suisse au mauvais souvenir de Tchernobyl

Des ongulés avec une teneur de césium 137 hors norme ont été identifiés au Tessin. Plus d'un quart de siècle après la catastrophe nucléaire, les rejets de la centrale ukranienne explosée en 1986 continuent de hanter les esprits. PAR FEDERICO FRANCHINI

La nouvelle est restée enfouie sous quelques centimètres de terre, à l'image de ces champignons tubéreux, les *élaphomyces granulatus*, appelés aussi les «truffes des cerfs», dont sont friands les sangliers. Après les cas signalés au printemps dans les vallées du Piémont, près de la frontière tessinoise, des sangliers contaminés au césium 137, un élément radioactif présent dans les rejets des centrales nucléaires, ont été repérés en Suisse au moyen d'analyses effectuées par la section «radioactivité environnementale» de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP).

C'était en mai dernier. Suite aux alertes italiennes, l'Office du vétérinaire cantonal tessinois a demandé l'aide de Berne pour mettre sur pied une surveillance rapprochée des sangliers au sud des Alpes. L'OFSP a procédé à deux séries d'analyses. La première, effectuée sur dix animaux, a permis d'identifier trois sangliers avec un niveau de césium 137 au-dessus de la limite qui, en Suisse, est située à 1250 becquerels par kilogramme (Bq/Kg)[1]. Deux ongulés ont été retrouvés avec des taux avoisinant les 2200 Bq/Kg. Dans un autre cas, la quantité de césium 137 enregistrée était particulièrement élevée: plus de 3000 Bq/Kg, soit plus du double de la limite autorisée. Suite à une deuxième campagne de dépistage effectuée sur une dizaine d'animaux, un quatrième sanglier légèrement contaminé a été détecté.

PROLIFÉRATION DES RUMEURS

Sur les réseaux sociaux, toutes les rumeurs possibles et imaginables ont surgi pour expliquer la cause de cette contamination. Pour certains, la radioactivité décelée en Italie serait due au dépôt sauvage de déchets par l'industrie nucléaire suisse sous le sol transalpin. Pour d'autres, un nuage toxique se serait échappé des centrales atomiques suisses. D'aucuns ont imaginé que les animaux contaminés sont le produit de fermes clandestines, où l'on élèverait des sangliers nourris avec des produits douteux, pour les relâcher ensuite dans la nature à des fins de «chasse sportive». Une hypothèse qui s'appuie sur la récente saisie, en Italie, d'élevages non autorisés.

Toutes ces suppositions ne semblent pourtant avoir aucun fondement. La cause réelle de la contamination est à rechercher un peu plus loin dans le temps et dans l'espace. Philippe Steinmann, de l'OFSP, explique pour sa part que le césium 137, un radionucléide d'origine artificielle, s'est déposé sur le sol helvétique à la suite de deux événements. Premièrement, les essais nucléaires effectués dans les années soixante en Suisse. Deuxièmement, l'accident de Tchernobyl.

C'est surtout ce désastre qui est le véritable responsable de la contamination. «En raison du passage d'un nuage chargé de particules radioactives, la région du Tessin est celle qui, en Suisse, a été la plus touchée par les retombées de césium 137, après par la catastrophe nucléaire survenue en Ukraine en 1986», rappelle l'expert. Le césium 137 est détectable même après trente ans. Les poussières tombées avec les précipitations sont encore présentes en quantité significative et elles ont pénétré dans les couches les plus profondes du sol. C'est justement dans ces couches que les quadrupèdes ont l'habitude de creuser.

L'OFSP fait remarquer que d'autres gibiers pourraient enregistrer des niveaux hors norme. Mais la radioactivité concerne tout particulièrement les sangliers. «À cause de leurs habitudes alimentaires», explique Tullio Vanzetti, vétérinaire cantonal tessinois. Les sangliers présentent des concentrations élevées de césium 137 en raison de leur consommation des *élaphomyces*, des champignons connus pour leur capacité à emmagasiner une haute concentration de l'isotope radioactif.»

TESTS ABANDONNÉS EN 2004

Reste que la présence de césium 137 dans les sangliers n'est pas nouvelle. Dans les années 1990, en Suisse, la viande de sanglier avait fait enregistrer des niveaux très élevés. En 2001, un test de l'OFSP avait relevé le dépassement de la limite de césium 137 dans deux exemplaires tessinois. L'année suivante, une analyse plus substantielle a été effectuée, mais elle n'avait pas abouti à des résultats préoccupants: sur 188 animaux, un seul avait fait enregistrer un dépassement de la limite. Comme l'indique le rapport annuel de l'OFSP, ce dépassement avait été incroyablement élevé: 7000 Bq/Kg. Ensuite, les analyses effectuées en 2004 n'ayant indiqué aucune augmentation des valeurs, les autorités ont cessé d'effectuer des tests. Cela jusqu'à la découverte italienne de ce printemps qui a permis de tirer la sonnette d'alarme.

Mais le directeur du laboratoire cantonal tessinois, Marco Jermini, se veut plutôt rassurant: «Depuis 1986, on effectue des analyses annuelles de la terre, de l'herbe et du lait, au moyen d'échantillons prélevés dans trois lieux différents du canton. Au cours des dernières années, ces analyses ont incontestablement été rassurantes. Occasionnellement, on procède aussi à des tests sur d'autres types de produits, comme le miel, les poissons ou les champignons. En ce qui concerne ces analyses, les résultats sont également négatifs. Il n'y a vraiment pas de quoi s'inquiéter.»

La viande de sanglier n'étant pas un aliment de base, sa radioactivité n'est pas considérée comme un problème de santé publique. La consommation d'éléments radioactifs augmentant le risque de développer des cancers, certains chasseurs sont néanmoins préoccupés: depuis une décennie désormais, ils chassent et mangent des animaux sans connaître leur niveau de contamination.

Philippe Steinmann confirme les risques pour la santé, mais il explique qu'il faudrait manger beaucoup de viande contaminée: «La valeur limite de dose par irradiation artificielle (hormis les applications médicales) est fixée à 1 mSv par an. La consommation de 30/40 kg de viande de sanglier dépassant la valeur limite, telle qu'on l'a enregistrée au Tessin cette année, équivaudrait à une dose proche de 1 mSv.»

PAS D'ALARMISME MAIS ...

Pour plus de deux mille passionnés de chasse, ces trois premières semaines de septembre sont très attendues. Ils rêvent de gagner l'ancestral combat contre le gibier. Cette année n'est pourtant pas comme les autres. Bien que les autorités cantonales ne veuillent pas se montrer alarmistes, elles semblent surprises par un problème qu'elles pensaient résolu. Une mesure spéciale a dès lors été mise en place: chaque sanglier abattu sera analysé[2].

Les experts cantonaux tiennent à apaiser le climat, car un excès d'alarmisme pourrait entrainer une diminution des captures. Cela poserait plusieurs inconvénients aux services chargés de surveiller l'évolution de ces animaux. La chasse est un important moyen pour contrôler la croissance de la population de sangliers, qui a fortement augmenté ces dernières années[3]. «Une diminution de la chasse de ces animaux n'est certainement pas souhaitable, en considérant le taux de reproduction de l'espèce et les dommages que celle-ci occasionne aux cultures agricoles et à la propriété privée», explique Giorgio Leoni, chef de l'Office chasse et pêche.

Cette année, hors de la saison de chasse, deux cents bêtes ont été abattues, avec l'autorisation des autorités. Deux cents sangliers qui, déjà consommés par leurs chasseurs, ne pourront cependant plus être analysés[4].

1. Dans l'Union européenne, la limite est beaucoup plus basse. Elle se situe à 600 Bq/Kg.

2. Selon nos informations, depuis le début de la chasse, le 1er septembre, une dizaine des sangliers avec des taux de césium 137 hors norme ont déjà été identifiés. Au moins quatre d'entre eux présentent des valeurs très élevées.

3. Les femelles peuvent donner naissance jusqu'à dix marcassins par an. L'augmentation de la population peut varier entre 100 et 180% par an. Chaque année, pendant la chasse, entre 100 et 1600 sangliers sont abattus.

4. Si les sangliers sont conservés dans un congélateur, ils peuvent alors être soumis à l'expertise du laboratoire cantonale. Un test coûte environ 77 francs.

LA QUINZAINE

IMPRESSUM

Éditeur
Association La Cité
022 800 14 30, Genève

Rédacteur en chef Fabio Lo Verso

Directeur de la publication Sébastien Meyer

Correspondante à l'ONU Luisa Ballin

Rédaction Case postale 982, 1001 Lausanne
info@lacite.info
tél. +41 21 800 40 00
www.lacite.info/contact

Abonnements abos@lacite.info
tél. +41 21 800 40 00
www.lacite.info

Collaboration *Tages Woche*, hebdomadaire, Bâle
Ciné-Bulletin mensuel, Genève et Zurich

Impression Pressor, Delémont

Le feu de la censure couve sous les cendres de la révolte turque

Avant la pause estivale, les citoyens turcs se sont massivement mobilisés pour sauver le parc Gezi d'Istanbul tout en dénonçant les atteintes croissantes aux libertés individuelles et l'attitude des grands médias, aveugles et muets. Leur principale cible est NTV, chaîne d'information du groupe Dogus, autrefois réputée pour sa qualité. PAR **CLÉMENT GIRARDOT**

8 JUILLET, AVANT 19H. LES MANIFESTANTS SE RASSEMBLENT SUR LA PLACE TAKSIM. QUELQUES MINUTES PLUS TARD, LA POLICE FAIT USAGE DE GAZ LACRYMOGÈNES ET DE BALLES EN PLASTIQUE. © CLÉMENT GIRARDOT

Lundi, 8 juillet 2013. L'activiste Ahmed Saymadi lit sur internet l'annonce de la réouverture au public du parc Gezi, haut lieu de la contestation qui a enflammé Istanbul en juin dernier. Impatient, il remonte à vive allure l'avenue Istiklal, artère principale de la capitale turque, pour rejoindre le petit coin de verdure où les manifestants s'étaient organisés en commune autogérée. Une utopie éphémère qui se termina avec le brutal assaut policier du 15 juin 2013.

Le militant se trouvait dans ce réduit vert situé au cœur d'une mégapole de 15 millions d'habitants, en compagnie d'une vingtaine de camarades, durant la nuit du 27 au 28 mai, marquant les prémices du mouvement. Des bulldozers étaient déjà en train de déraciner les arbres du parc pour faire place nette à la reconstruction d'une ancienne caserne ottomane, un projet porté à bout de bras par le premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

Le parc est actuellement ouvert au public mais son avenir est toujours incertain, le gouvernement n'ayant pas renoncé à son projet de transformation. Mais il semble peu probable que l'AKP, le Parti de la justice et du développement, au pouvoir depuis 2002, recherche une nouvelle escalade avant les échéances électorales de 2014: élections locales et premier scrutin présidentiel au suffrage universel.

UN PARADIS, APRÈS L'ENFER?

Les services municipaux ont travaillé d'arrache-pied ces trois dernières semaines. «Ils ont bien nettoyé», ironise Ahmed Saymadi en souriant. Des plaques de gazon verdoyant ont été ramenées, des fleurs replantées, les tags effacés. Il rejoint un petit groupe de militants plutôt impressionnés et prend des photos qu'il poste directement sur Facebook et Twitter où il écrit: «Ce n'est pas un parc, c'est comme le jardin du paradis. Ils l'ont préparé avec minutie. Pour voir ce paradis, nous sommes passés par l'enfer.» Le bilan est lourd, 4 manifestants tués et près de 8000 blessés.

Quelques heures plus tard, la police évacue les badauds pour empêcher que des activistes puissent se réunir à nouveau dans le parc. Après plusieurs heures de confrontation entre forces de l'ordre et manifestants dans les rues du centre ville, le parc est finalement ouvert au public vers minuit. Cet épisode tragi-comique de la répression quotidienne se reproduira à plusieurs reprises durant l'été. «L'État a accentué la pression, mais, de notre côté, la lutte va s'intensifier, la prochaine explosion sera plus grande», prédit l'activiste.

MÉDIAS PUBLICS ABSENTS À GEZI

Ali Berktay, écrivain, traducteur et comédien né en 1960, était aux premières loges. La terrasse de l'immeuble où il travaille offre une vue imprenable sur la place Taksim et les arbres de Gezi: «Il y avait 300 000 personnes, les manifestants ont été gazés et cela n'est passé sur aucune chaîne turque importante!»

Au plus fort de la contestation, dans la nuit du 1er au 2 juin, alors que CNN International couvrait les événements en direct, sa petite sœur CNN Türk diffusait un documentaire sur les pingouins. D'après une enquête en ligne réalisée par deux professeurs de l'Université Bilgi d'Istanbul, 84% des manifestants ont cité le silence des médias comme un facteur de leur mobilisation. D'après une autre enquête effectuée dans le parc[1], seules 7% des personnes interrogées ont reçu les premières informations sur Gezi via la télévision, contre 69% par les réseaux sociaux. Pourtant, l'offre télévisuelle est pléthorique en Turquie.

«Tout le monde regardait NTV, considérée comme la chaîne la plus sérieuse et objective du pays, mais les journalistes parlaient comme si rien ne se passait à Gezi. C'est sans doute le résultat d'une pression du gouvernement», commente l'écrivain, qui rappelle le black-out médiatique décrété par le pouvoir lors du massacre de 34 villageois kurdes par les F16 de l'armée turque en décembre 2011, et plus récemment lors de l'attentat de Reyhanli, le 11 mai dernier, qui a fait 52 victimes.

«Une fois arrivé au pouvoir, une des priorité d'Erdogan a été de restructurer les médias, pour aboutir à une domination quasi absolue», observe Ali Berktay. L'influente holding Dogan, propriétaire de CNN Türk, contrainte de payer de lourdes amendes au fisc, est devenue plus conciliante avec l'AKP. L'organisme public TMSF[2] garantissant les dépôts bancaires joue un rôle prépondérant dans la prise de contrôle par l'État des groupes médiatiques en difficulté: «Les hommes d'affaires ont toujours des problèmes fiscaux, des dettes et en fin de compte ils doivent céder la direction de leurs médias à TMSF», affirme l'écrivain. En mai 2013, le groupe Çukurova a dû se séparer des quotidiens *Aksam* et *Günes*, de sept chaînes de télévision, de deux radios et du bouquet satellite *Digitürk*, avec comme conséquence l'éviction de nombreux journalistes.

LIENS MÉDIATICO-POLITIQUES

«Juste avant les manifestations de Gezi, TMSF a mis la main sur *Aksam*. Ce fut la période la plus dure», témoigne dans le journal *Taraf*[3] l'éditorialiste Sevim Gözay, mise à la porte du journal fin juin après l'arrivée d'un ancien député de l'AKP comme rédacteur en chef. Tugçe Tatari, une autre journaliste licenciée, souligne que TMSF a outrepassé ses obligations: «Le rôle de TMSF est de confisquer les institutions en danger de faillite pour les rendre à nouveau rentables, non de changer la ligne éditoriale en fonction des demandes du gouvernement.[4]» Après une période de transition, les médias acquis par TMSF sont généralement revendus à des hommes d'affaires proches du gouvernement.

Depuis la mort de son père en 2001, Ferit Sahenk, 49 ans, est à la tête du groupe Dogus. Il est l'homme le plus riche de Turquie, selon le classement 2013 du magazine Forbes. Sa fortune est estimée à 3,4 milliards de dollars[5]. Avec 180 entreprises, le conglomérat est présent dans la banque, l'automobile, la construction, le tourisme, l'immobilier, la restauration, l'énergie et les médias. La branche médias est lancée en 1999 avec l'acquisition de NTV, chaîne diffusant principalement des informations. «Il y a dix ans, cette chaîne avait misé sur une information de qualité, elle incarnait un certain public: les intellectuels, les investisseurs, les cadres, le monde culturel», explique Erol Önderoglu, représentant de Reporters sans frontières (RSF).

Dogus Media regroupe une douzaine de chaînes de télévision, huit radios, des sites internet et les franchises turques des magazines *Vogue*, *GQ* ou *National Geographic*. Phénomène récurrent dans l'industrie de la presse en Turquie, le groupe Dogus a des activités dans des secteurs stratégiques où l'appui de l'État est nécessaire pour obtenir des marchés publics. En mai dernier, la holding a notamment remporté pour 702 millions de dollars l'appel d'offre pour la privatisation du port accueillant les bateaux de croisière dans le quartier de Karaköy.

Depuis plusieurs années, la réputation de la chaîne est écornée, en raison du rapprochement assumé de Ferit Sahenk avec le premier ministre[6]. Selon Erol Önderoglu: «Les spectateurs ont pu s'apercevoir que son ambition n'était pas de fixer des standards exemplaires au journalisme en Turquie mais de garder de bonnes relations avec Erdogan.» Durant la campagne pour les législatives de juin 2011, la direction avait envoyé les journalistes supposés proches de l'opposition en «vacances anticipées». Deux grands noms de la chaîne ne reviendront pas sur NTV.

RÉACTIONS EN CHAÎNE

«NTV est le lieu où j'ai préféré travailler, j'avais beaucoup d'amis et nous étions très libres. Je ne voulais pas démissionner», affirme Özkan Güven. Journaliste dans la presse nationale pendant quinze ans, il officiait depuis un an et demi au service des programmes de NTV. Le 28 juin, dans un court message sur twitter, il officialisait son départ. Comme lui, une dizaine d'employés ont démissionné de Dogus Media, dont le PDG Cem Aydin.

Avec l'éclatement de la révolte, le 31 mai, le divorce semble consommé entre les téléspectateurs et la chaîne. Sur la place Taksim, le 1er juin, des manifestants ont attaqué et tagué une camionnette de NTV: «vendus», «information mensongère». Sur internet, les appels se sont multipliés pour boycotter les grandes chaînes d'information ainsi que toutes les marques associées au groupe Dogus. Le 3 juin, des centaines de cadres et d'employés travaillant dans le quartier des affaires de Maslak se sont retrouvés à midi devant les bureaux de Dogus Media pour dénoncer l'absence de couverture. «Avec d'autres journalistes, nous avons applaudi depuis la terrasse», se souvient Özkan Güven, qui a participé au mouvement de Gezi après ses horaires de travail, comme de nombreux collègues. Salarié d'un média soutenant un gouvernement qu'il conspuait le soir venu, il admet volontiers que la situation devenait «schizophrénique».

MEA CULPA DU PDG DE DOGUS

Le lendemain, le PDG de Dogus Media Cem Aydin faisait son *mea culpa* devant les employés: «Les critiques sont en grande partie justifiées. (...) Notre responsabilité professionnelle est de rapporter les événements tels qu'ils se passent. Comme les autres médias, la recherche d'un équilibre dans un environnement déséquilibré nous a affectés. Nos téléspectateurs se sont sentis trahis. (...) C'est une opportunité pour raviver la relation de confiance avec eux.[7]» Après ces mots, Özkan Güven a repris espoir alors que l'ambiance dans les bureaux était devenue exécrable: «Tout le monde se sentait mal à l'aise, le silence était de plomb, comme si une bombe venait d'éclater.»

Mais les promesses du PDG n'ont pas été suivies d'effet. Après quelques jours de sursaut journalistique, la désinformation reprend son cours. Le 13 juin, la nouvelle de la démission de Cem Aydin se répand sur internet. Le 14 juin, la BBC suspend le partenariat qui la liait à la chaîne turque[8], après la censure du programme d'informations turcophone que la chaîne britannique diffusait régulièrement

1.

2.

3.

4.

LÉGENDES PHOTOS:

1. LA POLICE SURVEILLE L'ACCÈS À L'AGENCE D'INFORMATION D'ÉTAT *ANADOLU*. © KEYSTONE / AP / BURHAN OZBILICI, 24 JUILLET 2013.

2. «POLICE INTERDICTION D'ENTRER». PARC DE GEZI JUSTE AVANT SA RÉOUVERTURE LE LUNDI 8 JUILLET 2013. © CLÉMENT GIRARDOT.

3. LE *TOMA* EST UN CANON À EAU BLINDÉ, FABRIQUÉ EN TURQUIE. IL A ABONDAMMENT ÉTÉ UTILISÉ LORS DES MANIFESTATIONS DE GEZI. ICI UNE RÉPLIQUE EN TOILE UTILISÉE POUR LE FESTIVAL GAZDAN ADAM. © CLÉMENT GIRARDOT / ISTANBUL, QUARTIER DE KADIKÖY, 7 JUILLET 2013.

4. PARC GEZI. MÉMORIAL IMPROVISÉ POUR ETHEM SARISÜLÜK, 26 ANS. UN POLICIER LUI A TIRÉ DANS LA TÊTE LE 1ER JUIN À ANKARA. © CLÉMENT GIRARDOT / JUILLET 2013

DES MANIFESTANTS SONT REVENUS CAMPER DANS LE PARC ET ONT IMPROVISÉ UNE PETITE CUISINE. SUR L'AFFICHE: «NOUS NE VOULONS PAS D'UN ÉTAT MENTEUR, D'UNE POLITIQUE MENSONGÈRE. NOUS RÉSISTERONS JUSQU'À LA FIN.» © CLÉMENT GIRARDOT / AOÛT 2013

sur NTV. Hasan Cömert donne sa démission le 21 juin, il était rédacteur pour *ntvmsnbc.com*, le site d'information du groupe Dogus: « Les raisons sont claires, la chaîne a censuré la vérité et n'a pas vu un événement aussi évident. Le point de non retour a été l'ordre de ne pas informer sur la violence policière.»

Dans les médias *mainstream* turcs, censure et autocensure font partie du quotidien des journalistes: «Le problème est d'abord l'autocensure, reconnaît Hasan Cömert, en entrant dans un grand média en Turquie on apprend en premier ce qu'il vaut mieux ne pas traiter.» Quand l'autocensure ne suffit pas, la chaîne a son propre système de contrôle: «Le directeur des informations est généralement proche du gouvernement. Pour les sujets sensibles, il choisit les journalistes qui pourront traiter l'information comme il l'entend, chez nous aussi c'était comme cela.»

LE MAGAZINE QUI NE PARAÎTRA PAS

«Depuis deux ou trois ans, la pression du gouvernement sur les médias est devenue très claire», reconnaît Gürsel Göncü, le directeur de la publication de la revue *NTV Tarih* (NTV Histoire) qui pensait être à l'abri de la censure. Avec une diffusion de 35 000 exemplaires par mois, le magazine lancé en 2009 est un succès commercial. Le titre est reconnu pour le sérieux de son travail de vulgarisation historique sur des sujets parfois tabous.

Pourtant, la direction du groupe Dogus a suspendu au dernier moment l'impression du numéro de juillet dédié aux événements de Gezi et a fermé le journal. Du jamais vu en Turquie pour ce journaliste chevronné: «C'était une décision étonnante car c'est un magazine thématique. Je n'avais rencontré aucune difficulté jusqu'à présent, nous fonctionnions de manière autonome.»

Loin de tout parti pris politique, Gürsel Göncü estime avoir fait son travail de journaliste: «C'est un événement majeur qui a touché tout le pays. On ne pouvait pas faire un numéro sans parler de Gezi. Nous avons traité de l'irruption des soulèvements spontanés dans l'Histoire depuis Byzance. Sur vingt pages, il y a une chronologie, heure par heure, pour que les gens voient ce qu'il s'est passé.»

Clin d'œil aux nombreux détournements sémantiques et artistiques des jeunes manifestants, la couverture inspirée des miniatures ottomanes est un pastiche de la photo devenue célèbre montrant un policier attaquant une jeune femme vêtue d'une robe rouge. Après l'autocensure du magazine par la direction du groupe Dogus, Gürsel Göncü décida de démissionner et de publier le numéro spécial Gezi sur internet en attendant de pouvoir relancer la revue avec des capitaux indépendants.

LICENCIEMENTS ET «MUTISME»

Dans la cartographie mondiale 2013 de la liberté de la presse publiée par Reporters Sans Frontières, la Turquie apparaît en rouge, avec cette mention dans la légende: «situation difficile». Elle se classe en 154e position, non loin de la Birmanie, de la Biélorussie ou du Pakistan. Pour Erol Önderoglu, représentant local de l'ONG française: «On est loin de pouvoir parler d'indépendance éditoriale vu l'aspect dramatique de la propriété des médias en Turquie.»

Mieux vaut ne pas questionner la collusion flagrante entre médias et pouvoir. Après avoir publié, le 19 juillet, dans le *New York Times* un billet intitulé «Les patrons des médias sapent la démocratie»[9], le journaliste Yavuz Baydar est licencié de son poste de médiateur au journal *Sabah*. La conclusion de son article est implacable: «Plus les patrons des médias sont impliqués dans des accords véreux avec le gouvernement, plus leur avidité empêche tout journalisme décent et détruit la capacité des journalistes à demander des comptes au gouvernement.»

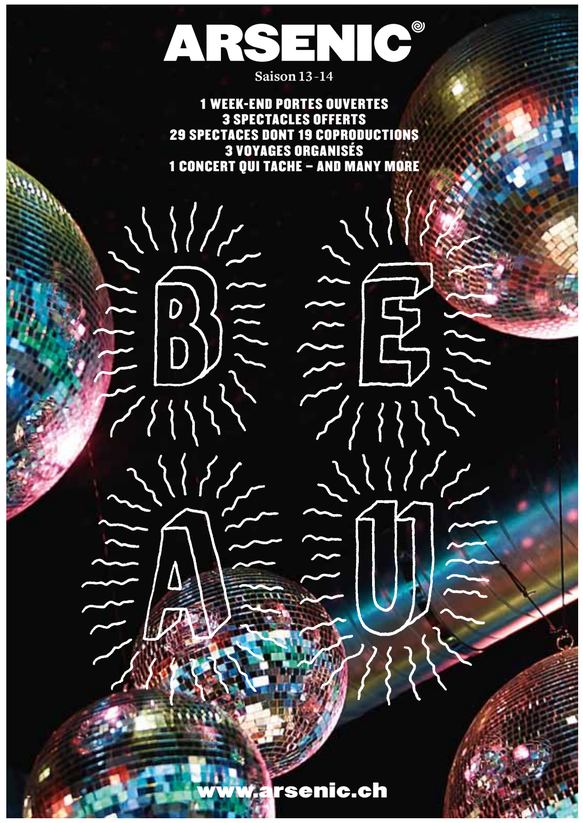
Difficile pour les journalistes d'envisager une évolution positive tant que l'AKP reste au pouvoir, que ses hauts responsables ciblent dans leurs discours les journalistes les plus critiques et lancent des campagnes de presse contre eux. Suite à l'affaire Yavuz Baydar, le Comité pour la protection des journalistes note: «Les renvois font généralement suite à une déclaration du premier ministre Recep Tayyip Erdogan, ou d'un autre membre du gouvernement, qui désigne le journaliste comme irresponsable et portant atteinte aux intérêts de la Turquie.[10]»

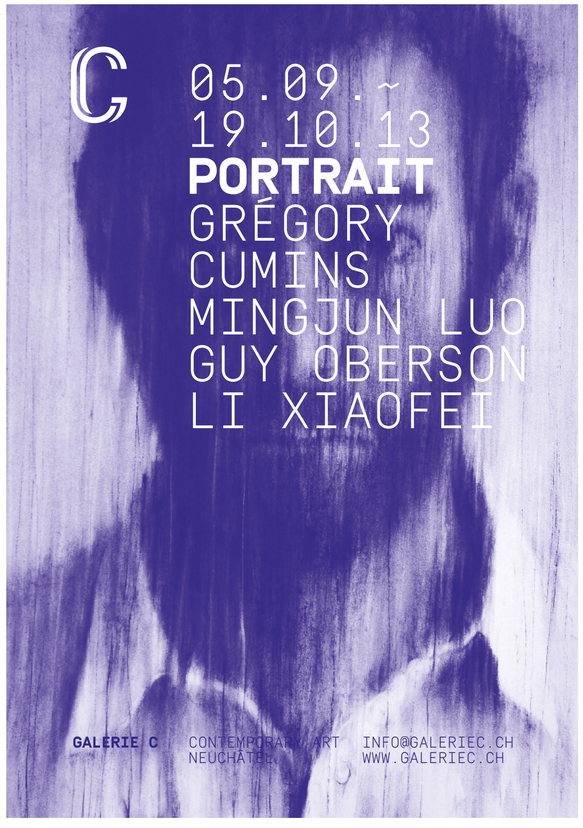
LES PINGOUINS, SYMBOLE DE LA LUTTE APRÈS LA DIFFUSION PAR CNN TÜRK D'UN DOCUMENTAIRE SUR LEUR VIE AU PLUS FORT DE LA RÉVOLTE.

AMBIANCE DÉLÉTÈRE

D'après le Syndicat des journalistes de Turquie, 22 employés des médias ont été licenciés et 37 ont dû démissionner suite au mouvement de Gezi [11]. «Les limites de la liberté d'expression sont le football et les sujets *people*», déclare avec ironie Nihan Erdogan, directrice artistique restée en poste à NTV. Dans les bureaux, l'ambiance est délétère, toujours le même «mutisme». Bon nombre d'employés qui ont soutenu Gezi depuis le début se sentent «nerveux» et «en colère». Une autre partie «se rapproche avec précaution de la direction». «La principale raison est que la Turquie s'attend à une crise économique cet automne, précise-t-elle, personne ne veut perdre son travail avant la crise. Tout le monde attend, mais sans savoir vraiment quoi.»

1. www.t24.com.tr/files/GeziPark%C4%B1Final.pdf
2. *Tasarruf Mevduatı Sigorta Fonu*: Fonds d'assurance des dépôts d'épargne.
3. taraf.com.tr/haber/direnen-gazeteciler-anlatiyor.htm
4.www.bianet.org/english/media/148660-59-journalists-laid-off-forced-to-quit-during-gezi-resistance
5. www.forbes.com/profile/ferit-faik-sahenk/
6. ekonomi.milliyet.com.tr/dunyanin-onemli-bankalarinin-da-ortadogu-dan-ortaklari-var/ekonomi/ekonomidetay/11.03.2010/1209808/default.htm
7. www.radikal.com.tr/turkiye/ntvden_ozur_elestiriler_hakli-1136260
8. www.bbc.co.uk/mediacentre/statements/bbc-ntv.html
9. www.nytimes.com/2013/07/21/opinion/sunday/in-turkey-media-bosses-are-undermining-democracy.html?pagewanted=all
10. www.cpj.org/2013/07/several-journalists-fired-forced-to-resign-in-turk.php
11. Information publiée le 22 juillet. Depuis, les chiffres ont augmenté: http://bianet.org/english/media/148660-59-journalists-laid-off-forced-to-quit-during-gezi-resistance





«On peut créer à Genève une convivialité urbaine, comme à Zurich et à Bâle»

PIERRE JENNI: «LA RESPONSABILISATION INDIVIDUELLE EST UNE RÉPONSE À LA FRAGILISATION DE LA SOCIÉTÉ GENEVOISE ET AU SENTIMENT D'INSÉCURITÉ.» © ALBERTO CAMPI / GENÈVE, 20 AOÛT 2013

Il est plutôt rare que des citoyens dépourvus de toute expérience politique, n'ayant jamais siégé dans un législatif ou dans un exécutif, briguent un fauteil dans un gouvernement cantonal. En se présentant aux élections du Conseil d'État genevois, le 6 octobre prochain, Pierre Jenni est entré dans le petit cercle des téméraires qui défient l'ordre établi par les partis politiques. Entretien avec un «incorrigible enthousiaste».

PROPOS RECUEILLIS PAR
FABIO LO VERSO

Chauffeur de taxi depuis trente-six ans, dirigeant d'une entreprise de taxis, président de Taxi-Phone et de la Société coopérative de concessionnaires indépendants de taxis, Pierre Jenni s'est porté candidat, en indépendant, au gouvernement cantonal genevois. Âgé de 56 ans, père de deux filles, il n'a pas de télé, lit régulièrement les journaux, milite pour une «mobilité intelligente» où les vélos et les transports publics cohabitent harmonieusement avec les automobilistes, réclame la traversée de la rade et souhaite réintroduire les axes prioritaires qui devraient correspondre aux voies des trams.

Qu'est-ce qui vous a motivé à vous lancer dans la course au gouvernement?
Pierre Jenni: Par ma fonction de représentant des taxis genevois de service public, dans le cadre de la réforme — depuis six ans — de la loi sur les taxis, je suis en contact régulier avec deux conseillers d'État et occasionnellement avec deux autres, puisque le dossier des taxis est à cheval sur quatre départements. Je me suis rendu compte que je n'avais rien à envier à ces représentants de la population qui, à mon avis, sont peu préoccupés par les problèmes des gens ou ne savent pas comment les résoudre. Pour moi, c'est une question de cohérence. Au lieu de me plaindre et de critiquer ceux qui nous gouvernent, je me suis dit qu'il valait mieux tenter de prendre leur place.

Quels problèmes doivent être résolus prioritairement, et comment?
La mobilité est un dossier crucial. Je propose ma candidature notamment pour prendre la tête du département de la mobilité. À Genève, il est possible de fluidifier le trafic automobile, en renforçant les transports publics, avec des sites propres pour les trams et les bus, sans brimer la circulation individuelle motorisée.

Le jour où l'on réalisera la traversée de la rade, ce sera le bonheur pour tout le monde. On pourra construire des sites dédiés à la mobilité douce, et créer de la convivialité urbaine comme à Zurich, mais surtout à Bâle, où il fait bon de se déplacer à vélo, et où les taxis sont intégrés dans la politique de la mobilité.

Pour y parvenir, à Genève, la traversée de la rade est un besoin incontournable, et surtout urgent. Le rapport *Mobilité 2030* du canton de Genève prévoit une augmentation de 30% de la mobilité individuelle. 2030, c'est demain! Si elle est acceptée, la traversée autoroutière du lac ne verra en tout cas pas le jour avant 2050... Il est facile de prédire un chaos. Et tout cela est à mettre sur le compte de l'inertie de celles et ceux qui nous gouvernent.

Vous vous proclamez indépendant, mais vous affirmez votre préférence pour les projets de l'UDC, tant dans le cadre de la nouvelle loi sur les taxis que de la traversée de la rade. Êtes-vous un pro-UDC sans le dire?
Si je respecte le conservatisme de l'UDC, j'ai une tendance plutôt libérale, je suis un fan de l'évolution technologique et des avancées sociales pour la liberté et les droits des citoyens. Dans ce monde qui est devenu un village, le repli sur soi de l'UDC est anachronique. Mais je suis un pragmatique, et certains projets de l'UDC sont bons.

Êtes-vous un indépendant de droite?
Je suis un libéral de la vieille école, qui pense que l'État a un rôle à jouer et doit mettre des garde-fous. J'abhorre le capitalisme financier qui engraisse des actionnaires préoccupés par le seul rendement et sans intérêt pour le sort des entreprises et de leurs collaborateurs. Je suis ravi qu'il y ait une gauche qui parvienne parfois à freiner l'avidité de certains. Si on laisse faire, une moitié de la population dévorerait l'autre moitié.

Mais je n'adhère pas à toutes les thèses de la gauche, surtout quand elle prône la solidarité, une valeur qu'on ne peut pas imposer. La solidarité doit venir spontanément par le bas, de l'intérieur, non de l'extérieur. Je reste ancré sur les positions libérales qui se fondent essentiellement sur la responsabilité individuelle, sans oublier pour autant ceux qui ont besoin d'aide. On mesure la valeur d'une société à sa capacité à s'occuper des plus démunis.

Militez-vous pour une réduction de la taille de l'État?
Pas pour une réduction, mais pour une réorganisation et une flexibilisation des tâches. Dans cet objectif, l'unification et la simplification de l'informatique à l'État sont la clé de voûte. Mais là aussi, Genève a besoin d'être reprise en mains. Regardez la gabegie dans la restructuration du système informatique des impôts. On a engagé une société française de Paris. Après trois ans de boulot et six millions de francs cramés, cela ne marche toujours pas. L'État a dû réinjecter six millions supplémentaires pour que le projet ait une chance de réussite. Cela se passe de commentaire.

Il faut ensuite flexibiliser les services, de façon à pouvoir prendre du personnel dans un service surnuméraire pour le transférer dans les services qui connaissent un regain d'activités. Cette souplesse, qui est nécessaire pour un meilleur fonctionnement de l'État, n'existe pas à Genève. Un comble pour un canton aussi moderne et novateur.

Profitez-vous de votre métier de chauffeur de taxi pour parler de politique avec les Genevois?
Pourquoi se gêner! Je suis un grand bavard, je suis curieux et j'ai des idées sur tout. Je me considère comme un enthousiaste incorrigible, et je sais faire parler les clients. C'est encore mieux que d'avoir le rôle d'un curé dans un confessionnal, car les gens sont persuadés qu'ils ne me reverront pas de sitôt, alors ils se lâchent! Depuis que je suis candidat, je dévoile d'emblée mon objectif à ceux qui montent dans mon taxi et qui ont envie de discuter: je veux prendre la place de Michèle Künzler à la direction du département cantonal de la mobilité. Sauf que la moitié des clients ne la connaissent pas, et l'autre moitié fait semblant de la connaître. Mais au fil de la discussion, ils finissent par comprendre de qui et de quoi on parle. La politique n'est pas un sujet populaire. Peu de gens sont au fait de ses rouages.

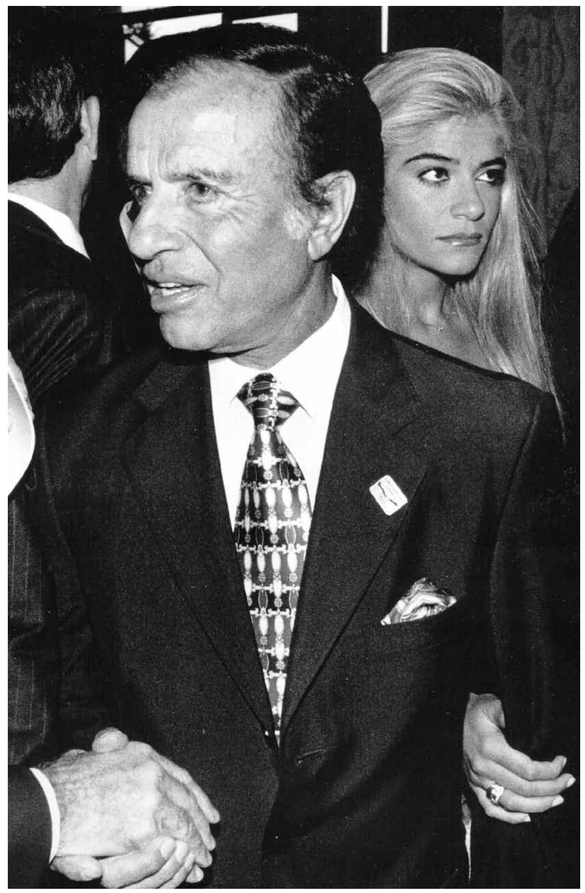
En quelques mots, livrez une *bio express* de Genève, de ses qualités et ses défauts.
Genève, c'est le bonheur. Une ville ouverte, cosmopolite, avec une richesse culturelle incomparable, une réalité à chérir, sur laquelle l'État doit investir, non couper des fonds!

Mais Genève est aussi l'une des villes où la fragilisation de la société est le plus accentuée. Les statistiques prouvent que la criminalité a baissé ces vingt-cinq dernières années, mais le sentiment d'insécurité a augmenté. La responsabilisation individuelle est une réponse à cette fragilisation. Enfin, Genève ne peut pas à la fois se profiler comme la capitale de la paix et de la promotion des droits humains et accueillir à bras ouverts des multinationales qui violent impunément ces droits.

La Suisse rend à l'Argentine le compte UBS de l'ex-président Menem

Le Tribunal fédéral clôt un dossier qui défraye la chronique judiciaire depuis 2001. La justice argentine est ainsi autorisée à analyser tous les mouvements du compte ouvert en Suisse par l'ex homme fort de Buenos Aires, qu'on soupçonne d'avoir touché un pot-de-vin iranien et des rétrocommissions françaises.

PAR JUAN GASPARINI



CARLOS MENEM AVEC SA FILLE ZULEMITA DANS UN GRAND HÔTEL GENEVOIS DURANT SA PRÉSIDENCE. © HUMBERTO SALGADO / ARCHIVES

C'est la fin de douze ans de batailles judiciaires en Suisse. Le Tribunal pénal fédéral de Bellinzone a confirmé, le 18 juillet dernier, la décision du procureur genevois Jean-Bernard Schmid de rendre à l'Argentine le compte non déclaré que l'ancien président Carlos Menem avait ouvert à l'UBS de Genève. Y a-t-il eu des mouvements inavouables sur ce compte qui justifiaient son acharnement à le garder secret? L'éclaircissement de l'énigme est désormais dans les mains des tribunaux argentins. Récit des faits.

Tout a commencé avant l'été 2001, suite à l'arrestation, à Buenos Aires, de Carlos Menem, accusé de corruption. Soudain, l'UBS communique au Département fédéral de justice et police que l'ex-président argentin détient un compte à Genève, ouvert vraisemblablement avant son mandat présidentiel de 1989 à 1999.

Berne transmet le dossier à la justice genevoise, qui ouvre une instruction pour blanchiment supposé en Suisse, un dossier confié à la juge Christine Junod. Pour sa part, Menem soutient que le compte est approvisionné d'une somme d'environ 600 000 dollars, provenant d'un dédommagement de l'État argentin pour sa période de privation de liberté — il avait été placé en résidence surveillée — pendant la dictature militaire.

Le cas prend une tournure politique. Deux parlementaires fédéraux, le Genevois Christian Grobet et le Vaudois Pierre-Yves Maillard, multiplient les interpellations. Au terme de la visite d'une délégation de magistrats argentins à Genève, la juge Christine Junod donne l'impression de vouloir entrer en matière sur des faits présumés qui pourraient être assimilés en Suisse à de l'escroquerie fiscale et au blanchiment d'argent.

Le dossier s'alourdit avec le témoignage d'un ex-haut responsable des services secrets iraniens, un «repenti» qui décide de collaborer avec la justice de divers pays européens, dont l'Allemagne et la Suisse. Il prétend que Menem aurait usé de son pouvoir et de ses réseaux politiques pour que l'enquête sur l'attentat contre la mutuelle juive AMIA à Buenos Aires en 1994, qui fit 84 morts et 230 blessés, soit bâclée. Il aurait pour cela reçu un pot-de-vin magistral du régime de Téhéran, considéré comme le commanditaire du massacre.

Malgré ces éléments, à l'été 2004, la juge Junot boucle la procédure sans suite. Le 30 septembre, elle quitte son poste. Menem ferme son compte à l'UBS, après avoir récupéré un solde supérieur à un million de dollars, qui a en partie été transféré via son avocat genevois vers le compte d'une société en Floride, aux États-Unis, où la fille de Menem, *Zulemita* (diminutif de Zulema) possède aujourd'hui une compagnie. Le procureur Daniel Zappelli classe à son tour ce dossier avant Noël 2004.

Trois ans plus tard, c'est par la France que le spectre de Menem réapparaît à Genève. Le juge Renaud Van Ruymbeke demande un complément d'entraide judiciaire à la Suisse, dans le cadre de la vente des frégates françaises à Taiwan et du scandale ELF. C'est la conséquence des révélations du magazine *Le Point*, en octobre 2003, sur un pot-de-vin de 25 millions de dollars versé par une branche néerlandaise du géant français de l'électronique et de la défense Thales, par l'intermédiaire de la société fiduciaire genevoise Finego, fondée en 1992 et dirigée par le Français Lionel Queudot.

Thales gère certains de ses contrats depuis les Pays-Bas afin de bénéficier d'une fiscalité avantageuse. En Argentine, le scandale porte sur des «irrégularités» liées à la conclusion d'un contrat de privatisation de l'espace radioélectrique en faveur de Thales, signé par le gouvernement Menem le 11 juin 1997.

La fiduciaire Finego effectue le paiement des commissions occultes en utilisant les services de deux fiduciaires genevoises, la Société Financière Privée et la Société Financière du Seujet, ainsi que des comptes ouverts dans la succursale Florissant de l'UBS, à la banque Piguet, et à la Lloyds Bank, ayant pignon sur rue à Genève. Bénéficiaires des transferts: trois comptes aux États-Unis, et un en France, dont les ayants droit restent toujours dans l'ombre.

LE «TROISIÈME HOMME»

À Genève, c'est le juge Jean-Bernard Schmid qui est chargé de répondre aux commissions rogatoires relatives à ces transactions. L'Argentine se greffe à l'entraide demandée par la France et fait parvenir à son tour ses requêtes accompagnées d'un chef d'inculpation différent de celui des années 2001-2003: fraude à l'administration de l'État

En 2009 et 2010, les informations sur les comptes de deux intermédiaires argentins présumés de l'affaire sont transmis à Buenos Aires: Jorge Neuss, un lobbyiste décoré officier de la Légion d'honneur en France le 21 septembre 1999, et Alberto Gabrielli, un ancien fonctionnaire du gouvernement Menem, devenu expert au sein de l'Union internationale des télécommunications (UIT). Le troisième homme, Menem lui-même, résiste à la transmission de son compte UBS à l'Argentine sous le chef d'accusation de fraude à l'administration de l'État pour avoir accordé une concession à Thales entachée d'irrégularités. À 83 ans, il vient de perdre, à Bellinzone, son dernier combat avec la justice helvétique.

Militant dans sa jeunesse de l'organisation d'extrême droite GUD, Lionel Queudot s'est installé en Suisse comme gestionnaire de fortune après l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand en 1981. Avant de fonder la fiduciaire Finego, il avait travaillé à Nyon avec son compatriote Pierre Leconte chez Gold Hill, ou il s'est spécialisé dans les investissements dans des matières premières comme le gaz et l'argent.

Créée en 1982, Gold Hill fut mise en faillite en 2001. Finego connaîtra le même sort en 2003. Queudot a quitté la Suisse en 2007, mais il vient d'être rattrapé par son passé. À la fin des années 1990 et au début 2000, il aurait aidé un certain Jérôme Cahuzac, ministre déchu du gouvernement de François Hollande, à faire fructifier ses avoirs grâce à des opérations spéculatives dans des mines d'argent au Pérou.

Les enfants du Burkina Faso emportés par la ruée vers l'or

1.

Alors que le métal précieux est devenu le premier produit d'exportation du pays, ils seraient 700 000, âgés de 5 à 18 ans, à travailler sur les sites d'extraction «informels», selon l'Unicef. Reportage à Nobsin.

TEXTE ET PHOTOS
Caroline Lefebvre INFOSUD

À la force des bras, Karim s'extirpe du boyau étroit, creusé à la verticale sur vingt mètres de profondeur, sans étais ni échelle. Couvert de poussière jusqu'au bout de ses pieds nus, liquéfié par quatre heures de coups de pioche à 50° C, il esquisse un sourire épuisé. Une fois de plus, il a échappé à l'engloutissement.

Karim a 17 ans; voilà trois ans qu'il «descend dans le trou» deux fois par jour sauf le vendredi, jour de malheur selon une vieille superstition chez les orpailleurs. Une jeunesse piégée au fond de cette oubliette exiguë, à genoux pour creuser la roche, dans l'espoir fou de découvrir un jour le filon qui fera sa fortune, et pas seulement ces quelques poussières d'or glanées parmi des centaines de kilos de minerai arrachés au sous-sol.

Karim rêve d'avoir une grande maison, une grande famille, des enfants qui iront à l'école. Lui n'y est jamais allé. Il était berger non loin du site d'orpaillage de Nobsin, dans la région de Zorgho, à une centaine de kilomètres à l'est de Ouagadougou. Pour quelques billets de plus, il a quitté sa famille et son troupeau. Las, en trois ans, il a gagné 500 000 francs CFA, moins que le revenu moyen au Burkina Faso, pourtant l'un des plus bas du monde (un euro par jour environ).

La mine d'or artisanale de Nobsin existe depuis vingt-sept ans, avec l'autorisation du gouvernement. Il y a quelques semaines encore, ce village de petites cahutes en *séko* (paille tressée) et bâches plastique était habité par 20 000 personnes, venues de la région ou de plus loin, parfois des pays voisins, comme le Mali. Beaucoup sont repartis, attirés par d'autres filons ou anticipant l'arrivée d'une société minière canadienne qui effectue des sondages et, s'ils sont bons, chassera les orpailleurs comme elle l'a déjà fait ailleurs. Restent environ 2000 personnes, dans une atmosphère de bidonville à l'abandon.

«PILIER DU DÉVELOPPEMENT»

Le Burkina Faso a connu une ruée vers l'or avec l'envolée des cours mondiaux au début des années 2000. En 2009, l'or est devenu le premier produit d'exportation du pays, devant le coton, contribuant pour 20% au PIB, avec 189 milliards de francs CFA (environ 360 millions de francs suisses). «Les mines constituent aujourd'hui un véritable pilier de notre développement», clamait le premier ministre burkinabé, Luc Adolphe Tiao, le 30 janvier 2013 dans sa déclaration de politique générale. Un pilier qui repose cependant sur un désastre écologique et social: outre six mines industrielles exploitées par des sociétés étrangères, gourmands en terres agricoles, des centaines de sites artisanaux, sauvages ou autorisés par l'État, sont apparus dans tout le pays. Impossible d'en établir le nombre précis.

Un nouveau filon découvert, et 15 à 20 000 personnes peuvent affluer en quelques jours. Toute une ville pousse instantanément, avec ses petits commerces, vendeurs de portables, de bois, d'eau... Des «exploitants» s'approprient des morceaux de terrain, rémunèrent des ouvriers, et cèdent le fruit de l'extraction à de petits négociants locaux qui iront le revendre aux «fondeurs de lingots», en ville.

Parmi ces ouvriers, des centaines de milliers d'enfants de 5 à 18 ans, estimait l'Unicef dans une campagne fin 2012. «L'ampleur prise par le phénomène depuis cinq ans a pris de court tous les acteurs, institutionnels ou humanitaires», souligne David Kerespars, le chef de délégation de l'ONG Terre des hommes Lausanne au Burkina, qui intervient dans une dizaine de sites aurifères. La loi burkinabè fixe l'âge légal du travail à 16 ans, et interdit de soumettre un mineur aux «pires formes de travail», parmi lesquelles figure l'orpaillage. Un plan national a été adopté en 2012 pour lutter contre cette exploitation. Mais l'Etat manque de ressources pour le mettre en œuvre.

Dans la région de Zorgho, Terre des hommes a photocopié les textes de loi et les a distribués aux exploitants. Rien n'a bougé. «Près de 300 enfants travaillent à Nobsin, estime Norbert Yara, animateur de l'ONG. Certains sont avec leurs parents, employés là. D'autres sont venus seuls ou ont été confiés à un exploitant. Ils étaient 2000 au plus fort de l'exploitation.» Ceux qui sont restés viennent pour la plupart de la région. Quand la mine ferme durant la saison des pluies, de juin à septembre, ils retournent aux champs.

ALCOOL, HERBE ET AMPHÉTAMINES

Les enfants sont présents sur toute la chaîne d'exploitation de l'or, pour des gains dérisoires au regard de la durée (souvent plus de dix heures par jour) et des conditions de travail. Selon une étude menée en 2011 par l'Unicef et le ministère burkinabè de l'Action sociale[1], un tiers n'est pas rémunéré et un autre tiers gagne moins de 1000 francs CFA par jour (1,9 francs suisses). Plus agiles, moins conscients des dangers, des adolescents descendent dans les galeries, parfois à 60 ou 80 mètres de profondeur, sans casque ni gants. Sous ces collines perforées, les éboulements ne sont pas rares. Karim admet prendre des «médicaments» pour se donner du courage. Alcool, herbe et amphétamines au quotidien.

Une fois extrait, le minerai est transporté en sacs au «comptoir», sous les hangars de paille. Là, des gamins de tous âges participent au concassage, au broyage dans les moulins à essence, au lavage, au tamisage. Les plus jeunes vont chercher l'eau à la pompe à cinq kilomètres, des bidons de vingt litres qu'il faut hisser sur la charrette à âne. Blessures, maladies respiratoires, manipulation de mercure ou de cyanure (à l'abri des regards)... Chaque étape comporte ses risques, plus ou moins immédiats, plus ou moins identifiés.

Mariam et Kadiatou, 11 ans, ont-elles conscience qu'en concassant le minerai, elles respirent chaque jour, de 8 heures à 20 heures, pour 1000 francs CFA, des particules de silice qui attaquent leurs poumons? Souleymane, 13 ans, croit-il vraiment se protéger en remontant sa cagoule sur sa bouche, alors que les cinq moulins qui l'entourent crachent en hurlant un épais nuage de poussière? Ousmane, 16 ans annoncés alors qu'il en paraît 13, sait-il que les vapeurs qu'il inhale en brûlant les boulettes d'or amalgamées grâce au mercure ont des conséquences irréversibles sur son système nerveux? Il n'y a guère que les proches, au village, pour trouver que «ceux qui reviennent des mines d'or ont des maladies bizarres», note Pierre Célestin Zabsomré, ancien responsable des projets de Terre des hommes dans la zone.

Les filles sont les plus vulnérables, parce que ces lieux où les hommes et l'argent circulent favorisent l'exploitation sexuelle et la diffusion du VIH. L'opulence de certains orpailleurs attire les prostituées, mais aussi les femmes et les adolescentes des villages voisins.

UNE VIE DE FLAMBEUR

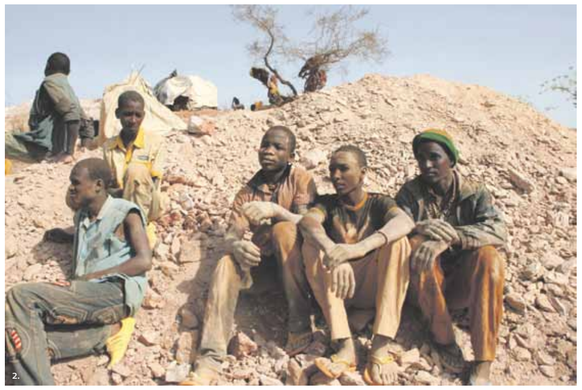
Les jeunes ouvrières des hangars de concassage ou de lavage sont parfois contraintes d'accepter des rapports sexuels pour avoir du travail. Du sexe non protégé, censé porter chance selon les croyances des orpailleurs. Le taux de prévalence du sida dépasse 10% sur les sites aurifères, alors qu'il a été réduit à 1,2% pour l'ensemble de la population burkinabè[2].

Ce «monde à part», comme le désignent tous ceux qui l'ont approché, vit en vase clos, imperméable aux messages de prévention, aux lois, dans un environnement insalubre et criminogène. Un monde dont on ne sort guère. On peut gagner beaucoup d'argent en descendant dans les galeries. Mais cet argent brûle les doigts.

Grosses cylindrées, alcool, drogue, filles... la vie d'orpailleur est une vie de flambeur. Une vie trimballée de site en site, dans la crasse et l'inconfort, parce que la soif d'or est toujours la plus forte.

Arouna a commencé à 15 ans, il lavait le minerai. Il est passé par toutes les étapes, jusqu'à descendre dans les galeries. Là où l'on est le plus exploité, mais là où la paie dépend de la quantité d'or obtenue. Petit à petit, Arouna a pu mettre une équipe en place, assurer les besoins quotidiens de ses ouvriers et creuser ses propres galeries. Aujourd'hui, à 25 ans, il gagne 2 millions de francs CFA par mois en moyenne (3700 francs suisses), même si les revenus sont très irréguliers. Il possède de belles motos, plusieurs maisons en location dans la petite ville voisine. Il a une assurance vieillesse. Et il vient de se marier. Lui qui ne sait ni lire ni écrire affirme qu'il enverra ses futurs enfants à l'école. Il dit aussi que rien ne garantit qu'ils y resteront: certains élèves sont employés sur le site durant leurs jours de congés. Ensuite, plus moyen de les récupérer.

C'est pourtant ce que tente de faire Terre des hommes. Dans la région de Zorgho et celle de Dori, au nord du pays, l'ONG a entrepris de rescolariser les jeunes ouvriers. Difficile de convaincre les parents, premiers employeurs de leurs rejetons, dans un contexte d'extrême pauvreté. «Le travail des enfants est perçu dans les sociétés africaines comme partie intégrante de la socialisation, explique Clément Zouma, responsable du projet à Zorgho. Quant au système scolaire, il est inadapté: trop peu d'écoles, trop éloignées, trop chères...» 61% des mineurs employés sur les sites d'orpaillage n'ont jamais été scolarisés, selon l'étude de l'Unicef et du ministère. En s'appuyant sur des relais trouvés parmi les orpailleurs, l'équipe de TDH repère les enfants et négocie leur «retrait» avec les parents, le patron. Il faut plusieurs entretiens et des compensations «consistantes» pour parvenir à ses fins: l'ONG paie les frais de scolarité, les fournitures scolaires, apporte un appui à la cantine et aide certaines mères à installer un petit commerce ou un élevage. Pour les enfants de 14 à 18 ans, envoyés en formation professionnelle, TDH assure la nourriture, le logement et la prise en charge médicale. «Pour les jeunes venus de très loin, parfois du Ghana ou du Mali, sans parents, c'est plus compliqué, indique Marcel Ouédraogo, responsable sécurité du site de Nobsin et lui-même exploitant. Dans ces cas, nous négocions avec leur patron pour faire en sorte qu'au minimum il organise leur protection, leur assure des repas, un logement et une paie régulière.»


2.

3.

4.

BISSONGOS ET RÉSEAUX DE PROTECTION

La prévention commence dès le plus jeune âge, comme l'apprentissage de la mine. Des femmes concassent le minerai, bébé au dos. Une fillette de deux ans fait la sieste sous une cahute à même le sol, dans la poussière grisâtre. Partout, des petits traînent sans surveillance entre les hangars de paille et les retenues d'eau insalubre.

Terre des Hommes a donc créé des *bissongos*, sortes de garderies animées par des femmes recrutées sur place, pour les enfants de 3 à 6 ans. À Nobsin, ils sont 75 à se rassembler chaque matin devant un grand tableau noir, à l'écart du comptoir. Deux relais communautaires font le tour des hangars pour accompagner ceux que les parents n'ont pas pris la peine d'amener. Depuis 2009, dans les six sites concernés autour de Zorgho, Terre des hommes a ainsi accueilli 1600 petits dans ses *bissongos*, rescolarisé 850 enfants dans dix écoles, envoyé 210 adolescents en formation professionnelle (soudure, mécanique, électricité, couture...), et assuré des ateliers d'alphabétisation pour une centaine d'enfants de 10 à 14 ans, trop grands pour être inscrits.

À l'école de Nobsin, une bonne partie des nonante-cinq élèves inscrits par TDH ont abandonné progressivement la classe pour retourner sur le site ou suivre leur famille vers d'autres aventures, informe une institutrice. Mais l'animateur Norbert Yara continue d'y croire, dans un pays où le taux d'alphabétisation (29%) est l'un des plus bas de la planète: «Même s'ils ne passent que deux ou trois ans à l'école, même si seulement trois d'entre eux vont jusqu'à l'université, notre action aura servi à quelque chose.»

Le délégué de TDH David Kerespars ajoute que l'ONG tente aussi d'agir sur le système: «Nous encourageons la mise en place de réseaux locaux de protection de l'enfance impliquant l'école, la police, la justice, l'action sociale, pour leur passer le relais d'ici quelques années. La réponse des institutions ne peut pas se limiter à des descentes de police ponctuelles, il faut pouvoir offrir des alternatives aux familles.» Reste que la tâche s'apparente cruellement à celle de Sisyphe et son rocher, si l'on se fie à l'histoire de Simon, 19 ans, réparateur de motos après avoir suivi trois ans de formation à Zorgho. C'est son père qui l'a convaincu de quitter l'orpaillage pour apprendre «un vrai métier, qu'on peut exercer jusqu'à la fin de sa vie». Pour compenser le manque à gagner, ses deux frères ont pris le relais sous les hangars de concassage.

1. «Étude sur le travail des enfants sur les sites d'orpaillage et les carrières artisanales dans cinq régions du Burkina Faso», janvier 2011.

2. Source: Conseil national de lutte contre le sida et les infections sexuellement transmissibles (IST).

LÉGENDES PHOTOS:

1. LE MINERAI EST BROYÉ AU MOULIN À ESSENCE, MAI 2013.

2. ADOLESCENTS AU SORTIR DES GALERIES, À NOBSIN, MAI 2013.

3. LA *BISSONGO* DE NOBSIN, GARDERIE COMMUNAUTAIRE POUR LES 3 À 6 ANS, MAI 2013.

4. LAVAGE DE MAINS AVANT LA CANTINE POUR LES ENFANTS DE LA *BISSONGO*, MAI 2013.

www.nuitducourt.ch

SWISSFILMS

11E NUIT DU COURT MÉTRAGE

TOURNÉE 2013

QUATRE PROGRAMMES DE COURTS MÉTRAGES
SUISSES ET INTERNATIONAUX
À DÉCOUVRIR PRÈS DE CHEZ VOUS

DES BILLETS SERONT OFFERTS AUX LECTEURS DE LA CITÉ
À PARTIR DE LA PROCHAINE ÉDITION DE VOTRE BIMENSUEL

GENÈVE • Cinémas du Grütli, 4 octobre
SAINTE-CROIX • Cinéma Royal, 5 octobre
SION • Cinéma Arlequin, 11 octobre
LUGANO • Cinéma Lux, 18 octobre
FRIBOURG • Cinémas Rex, 25 octobre
DELÉMONT • Cinéma La Grange, 26 octobre
YVERDON • Cinéma Bel-Air, 1er novembre
MORGES • Cinéma Odéon, vendredi 8 novembre
LA CHAUX-DE-FONDS • Cinéma ABC, 15 novembre
NEUCHÂTEL • Cinéma Studio, 16 novembre
LAUSANNE • Pathé les Galeries, 22 novembre

Suivez-nous sur: NuitduCourt @NuitduCourt

RTS un deux · Couleur 3 · La Cité · Avec le soutien de la Loterie Romande

TRANSFORMÉ EN MÉMORIAL EN 1961, L'ANCIEN CAMP DE CONCENTRATION DE SACHSENHAUSEN, AU NORD DE BERLIN, A ÉTÉ REMODELÉ DEPUIS LA CHUTE DU MUR DE BERLIN. © DENIS PERNET POUR PIMPA / 2013

TOPOGRAPHIES DE LA MÉMOIRE

Passés traumatiques et confrontations mémorielles dans le Berlin (ré)-unifié.

PAR **YAN SCHUBERT**, HISTORIEN, CHERCHEUR ASSOCIÉ À LA HEAD, GENÈVE

Cristallisée au cœur de sa capitale redevenue siège du gouvernement après la (ré)-unification, la politique mémorielle allemande a la complexe particularité de devoir faire face à un double passé traumatique. Elle doit en effet se confronter non seulement aux crimes de masse sans précédent perpétrés par l'État national-socialiste (1933-1945), mais aussi aux exactions du régime communiste entre 1949 et 1989. Plus qu'en Hongrie ou en Croatie dont le double passé criminel n'est que rarement évoqué, l'ampleur du crime a poussé l'Allemagne, parfois à reculons, à entreprendre un véritable travail de fond.

S'il y a dix ans encore, le rapport au passé et aux deux régimes totalitaires semblait déséquilibré et centré quasi exclusivement sur la violence génocidaire de l'Allemagne hitlérienne, la topographie mémorielle de la capitale allemande a passablement évolué ces dernières années.

Outre le mémorial aux juifs assassinés d'Europe inauguré en 2005, après presque vingt ans de débats et de controverses, de nouveaux monuments, plus modestes il est vrai, rappellent aujourd'hui au centre de Berlin d'autres groupes de victimes du régime national-socialiste.

Alors que les discussions étaient particulièrement virulentes dans les années 1990 pour savoir si le mémorial commémorant le génocide juif devait aussi inclure les autres groupes de victimes, la lutte des associations pour la reconnaissance des crimes commis à leur encontre a finalement permis l'érection de nouveaux monuments, liés notamment à la persécution des homosexuels (œuvre du duo scandinave Michael Elmgreen et Ingar Dragset, inaugurée en 2008), à l'extermination des Sinti et des Roms (œuvre de l'artiste israélien Dani Karavan, inaugurée en 2012) et des handicapés mentaux et physiques (l'œuvre actuelle de l'Américain Richard Serra devrait être complétée par un mémorial en 2014). Erigés à proximité du mémorial pour les juifs assassinés d'Europe, immense champ de «stèles» de béton imaginé par les Américains Peter Eisenman et Richard Serra[2], ces mémoriaux forment avec des dizaines d'autres[3] une partie du tissu mémoriel de la ville. En jouant explicitement sur la forme des «stèles» de Peter Eisenman, mais en lui ajoutant un film, le mémorial de Elmgreen et Dragset rappelle non seulement les liens historiques qui unissent ces mémoriaux mais aussi la concurrence de leur érection.

EFFACEMENT OU PRÉSERVATION?

Après le démantèlement de la majorité des monuments est-allemands[4] et la disparition de nombreux vestiges de l'ère communiste voulue par le gouvernement d'Helmut Kohl dans les premières années de la (ré)-unification, les autorités allemandes, encouragées parfois par des associations de victimes, s'efforcent depuis quelques années, mais loin de toute forme d'*ostalgie*[5], de se pencher sur la période communiste de la ville divisée. Avec un résultat plutôt probant si l'on excepte la destruction du *Palast der Republik*, l'ancien parlement est-allemand, qui devrait laisser place au même endroit à une réplique de l'ancien château des Hohenzollern, la famille royale chassée du pouvoir après la Première Guerre mondiale. La distance temporelle a en effet permis une réflexion moins émotionnelle sur le passé est-allemand et la mise en place d'un certain nombre de mémoriaux qui rencontrent un vif succès public.

L'ancienne prison de la Stasi à Hohenschönhausen ou le mémorial inauguré récemment à la Bernauer Strasse, l'un des rares endroits où subsistent encore les traces du mur, ont gagné le pari du tourisme mémoriel et drainent à leur tour un nombre croissant de visiteurs, renforçant ainsi la possibilité de

1.

3.

2.

4.

comprendre historiquement l'Allemagne du XXe siècle.

Symbole incontournable de la division de la ville et du pays, le mur a très vite attiré l'attention et l'intérêt du public et pas seulement autour des histoires rocambolesques de fuites de l'anecdotique *Mauer Museum* à Checkpoint Charlie. À l'exception de quelques portions du tracé, comme celle du mémorial évoqué précédemment ou celle le long de la Spree au nord de Kreuzberg, il a pourtant presque entièrement disparu. Mais il a aussi fait l'objet de nombreuses réflexions qui ont notamment abouti à la conservation de son tracé sous la forme d'une bande de cuivre au sol qui rappelle la division du pays.

FACE AU DOUBLE PASSÉ

Tout comme la prison de Hohenschönhausen transformée dans les années 1990 en mémorial, l'ancien camp de concentration de Sachsenhausen posait de nombreuses questions car il n'avait pas seulement servi au régime national-socialiste, mais il avait aussi été réemployé comme camp spécial à la fin de la guerre par les autorités communistes.

Transformé en mémorial durant la période est-allemande, le camp, et en particulier ses expositions, a finalement été totalement remodelé après la chute du mur, laissant de côté les éléments militants du mythe antifasciste proposé par la République démocratique allemande (RDA). Offrant un nouveau concept depuis le début des années 2000, il est aussi l'un des premiers endroits à réfléchir à la question de l'instrumentalisation d'un tel lieu et intègre même une partie de cette réflexion dans sa muséographie qui questionne le mémorial est-allemand disparu.

Si l'impression persiste que le passé national-socialiste tient la plus grande place dans la cartographie mémorielle allemande, il faut sans doute rappeler que l'éloignement temporel a joué en sa faveur. Le triple changement générationnel depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et les nombreuses avancées sur le plan de la recherche historique ont favorisé cet essor. Devant la crainte de la communauté internationale face au retour d'une grande Allemagne en 1989, le pays se devait de montrer qu'il avait «tiré les leçons» de son passé. Le national-socialisme et la commémoration de ses victimes ont donc concentré toute l'attention des autorités au détriment d'une réflexion sur le passé communiste de l'Allemagne divisée.

MATÉRIALISER LA MÉMOIRE

Il y a toutefois fort à parier que le développement actuel de la réflexion sur la période communiste ne s'arrêtera pas aux premiers mémoriaux construits ces dernières années. La question demeure pourtant de savoir si cette tendance érectrice n'a pas comme finalité, peut-être inconsciente, de pallier l'impunité des crimes perpétrés en RDA qui n'ont été que marginalement sanctionnés.

Si la concurrence entre lieux authentiques, souvent excentrés comme le camp de concentration de Sachsenhausen et dont l'entretien représente un dilemme, et lieux symboliques au cœur de la capitale a éveillé de nombreuses craintes dans un premier temps, il semble que la pléthore de monuments, de mémoriaux et de musées sur la période nationale-socialiste ou communiste n'a pas fait diminuer le nombre de visiteurs, bien au contraire. Loin donc la crainte d'une capitale étouffée par ses mémoriaux et par ses crimes que lui prédisaient certains hommes politiques de droite, dix ans avant que le paradigme victimaire et l'universalisation de la mémoire des crimes de masse ne s'affirment véritablement.

L'universitaire James Young rappelait il y a vingt ans déjà que le risque intrinsèque de tout mémorial est de réifier la mémoire, d'en devenir un substitut, de matérialiser des interprétations historiques particulières et de remplacer le travail de souvenir que devrait faire la communauté. La question reste alors ouverte de savoir si la mémorialisation de passés douloureux et traumatiques ne provient pas en fait d'un souhait égal mais opposé de les oublier, prolongeant ainsi en quelque sorte les réflexions de l'écrivain autrichien Robert Musil qui notait dans les années 1930 qu'une des particularités les plus frappantes des monuments est, paradoxalement, qu'on ne les remarque pas. Force est donc de constater que Berlin, véritable ville palimpseste où les stigmates de la guerre ont disparu au profit d'une matérialisation de la mémoire, a sans aucun doute réussi à relever le difficile défi de mener parallèlement réflexion et gestion du passé tout en se confrontant aux crimes les plus importants de son histoire sans pour autant les enterrer.

5.

Berlin, la puissance d'aujourd'hui et les fantômes d'hier

Plus que toute ville, Berlin incarne la contradiction profonde de l'Allemagne. Après avoir digéré le coût de l'unification, forte de son savoir-faire technologique et industriel, l'Allemagne est devenue le moteur économique du Vieux Continent. Mais rarement leader n'a été aussi récalcitrant à assumer le rôle que lui confère sa puissance. L'Allemagne aspirait à être une grande Suisse bourgeoise, pas le maître d'école d'une Europe en crise. C'est cette aspiration au calme qu'avait exprimé la chancelière Angela Merkel pour qui «nul pays au monde n'est capable de fabriquer des fenêtres aussi bien verrouillées que jolies». Forte métaphore, mais voilà: les fenêtres sont ouvertes, montrant le sud de l'Europe en quasi-faillite et contraignant l'Allemagne à devenir la puissance hégémonique du continent malgré elle.

Cette difficulté à assumer son rôle puise bien sûr sa source dans la Deuxième Guerre mondiale et les crimes de masse du national-socialisme. Au lourd héritage du IIIe Reich s'ajoute de surcroît celui de l'ex-République démocratique allemande et de sa police politique, la Stasi (*Ministerium für Staatssicherheit*, ministère de la sécurité d'État), qui avait mis sur pied un système généralisé de contrôle et de délation. Avec le groupe de recherche sur les Politiques et initiatives mémorielles et pratiques artistiques (PIMPA) de la HEAD[1], *La Cité* rend compte, dans ces pages ainsi que dans les deux numéros suivants, de la gestion mémorielle par l'Allemagne des crimes des deux idéologies totalitaires les plus sanglantes du XXe siècle.

Jamais ville au monde n'a sans doute été aussi radicale que Berlin dans sa manière d'affronter son passé: monuments, musées, reliques du mur qui séparait l'Est et l'Ouest, commémorations, plaques, œuvres d'art, anciens camps de concentration nazis et prisons de la Stasi transformés en mémoriaux, le passé n'a jamais été aussi omniprésent. De la coupole en verre du Reichstag, gage de transparence et de démocratie, au mémorial des juifs assassinés qui jouxte ceux dédiés aux homosexuels, aux Roms et aux parlementaires antinazis eux aussi persécutés et mis à mort par le régime hitlérien, la ville est devenue le musée des utopies meurtrières et le mémorial de leurs victimes. Au point que parfois la mémoire sature devant tant d'évocations tragiques.

Il faut cependant saluer ce courage qui a permis aujourd'hui à l'Allemagne de fluidifier son rapport au passé en l'assumant pleinement. Avec pour ambition que ces épisodes douloureux ainsi mis en scène et exposés au regard de tous puissent désamorcer les idéologies qui véhiculent la haine et le rejet de l'autre. C'est le pari de la politique mémorielle allemande. Mais cette efficacité pédagogique opère-t-elle? Que retirent ces centaines de milliers de visiteurs des lieux de mémoire ou de souffrance qu'ils visitent? À l'heure où se développe cette nouvelle forme de tourisme, cette interrogation prend tout son sens, bien au-delà des frontières de la seule Allemagne.

PIERRE HAZAN
PROFESSEUR ET DIRECTEUR DE LA RECHERCHE PIMPA

1. Soutenu par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) et réalisé au Programme master de recherche *Critical Curatorial Cybermedia* à la Haute école d'art et de design (HEAD) de Genève, le projet PIMPA porte sur la construction de monuments et sur des initiatives mémorielles dans des régions en conflit ou en situation de post-conflit. Un séjour de recherche à Berlin a permis le développement d'une série de réflexions sur le processus de construction mémorielle dans la capitale allemande, dont les résultats sont livrés dans *La Cité*.

1. Richard Serra se retire toutefois du projet au moment où le gouvernement allemand demande des modifications de l'idée initiale du mémorial et l'adjonction d'un centre d'information souterrain.

2. Comme notamment les pavés de laiton de l'Allemand Gunter Demnig commémorant nommément devant leur ancien lieu d'habitation les personnes déportées par les nazis ou la bibliothèque vide de l'Israélien Micha Ullman rappelant l'autodafé de 1933 qui préfigurait déjà la violence nationale-socialiste.

3. Notable exception, le grand monument à Ernst Thälmann, secrétaire général du Parti communiste allemand, tué au camp de concentration de Buchenwald en 1944.

4. Contraction de «nostalgie» et d'«est (*ost* en allemand)», l'ostalgie est une sorte de nostalgie pour la RDA, insufflée notamment par le film de Wolfgang Becker *Good bye, Lenin* en 2003, qui renvoie aux souvenirs positifs et aux produits de la RDA comme la voiture-culte Trabant ou les personnages des feux de signalisation, les *Ampelmännchen*. Le *DDR Museum* en est un exemple aussi frappant que problématique, le contexte historique et la mise au pas autoritaire de la société n'étant presque pas évoqués.

LÉGENDES PHOTOS:

1. ANCIENNE PRISON DE LA STASI TRANSFORMÉE EN MÉMORIAL.

2. SCULPTURE COMMÉMORANT LES VICTIMES DU CAMP DE CONCENTRATION DE SACHSENHAUSEN DATANT DE LA PÉRIODE EST-ALLEMANDE.

3. DÉTOURNANT LA FORME DES «STÈLES» DU MÉMORIAL AUX JUIFS ASSASSINÉS D'EUROPE ADJACENT, LE MÉMORIAL COMMÉMORANT LA PERSÉCUTION DES HOMOSEXUELS DURANT LA PÉRIODE NATIONALE-SOCIALISTE CONTIENT UN FILM DONT LE PROPOS CHANGE RÉGULIÈREMENT.

4. UTILISÉS PAR LE RÉGIME EST-ALLEMAND À DES FINS DE PROPAGANDE, LES VITRAUX DU MÉMORIAL DE SACHSENHAUSEN ONT ÉTÉ CONSERVÉS APRÈS LA (RÉ-)UNIFICATION. IL REPRÉSENTENT LA VICTOIRE SUR LE NATIONAL-SOCIALISME SYMBOLISÉE PAR LE SOLDAT SOVIÉTIQUE, LA RÉSISTANCE COMMUNISTE ET L'ANTI-NAZI INTERNÉ.

5. LE MÉMORIAL AUX JUIFS ASSASSINÉS D'EUROPE DE PETER EISENMAN ACCUEILLE DEPUIS SON INAUGURATION EN 2005 DES CENTAINES DE MILLIERS DE VISITEURS CHAQUE ANNÉE.

© DENIS PERNET POUR PIMPA / 2013.

«Le cinéma post-soviétique est le réflet d'une société écartelée entre pessimisme et espoir»

Elena Hazanov, réalisatrice suisse d'origine russe, crée à Genève et à Lausanne le premier festival des films «de Russie et d'ailleurs». Une vitrine qui veut transmettre une autre image que celle véhiculée par les médias. PROPOS RECUEILLIS PAR **FABIO LO VERSO**

Depuis une vingtaine d'années, les films russes ou venant d'anciennes républiques soviétiques se fraient un chemin international et sont présentés dans les festivals les plus prestigieux, Cannes, Venise, Berlin, où il n'est pas rare qu'ils remportent les premiers prix.

«Mais pourquoi ne trouvent-ils pas leur chemin jusqu'en Suisse?» La question taraude depuis longtemps la réalisatrice suisse d'origine russe Elena Hazanov, qui fréquente assidûment les circuits cinématographiques mondiaux. Elle décide alors de créer le festival Kino, première vitrine helvétique du cinéma «de Russie et d'ailleurs», dont l'édition inaugurale a lieu du 21 au 29 septembre.

Des films produits en Russie, mais aussi en Ukraine, au Kazakhstan, en Géorgie, en Estonie, en Lituanie ou encore en Azerbaïdjan, seront projetés à Genève et à Lausanne[1]. Douze longs métrages de fiction réalisés entre 2011 et 2012 ont été sélectionnés pour la compétition. Entretien avec une artiste pragmatique et lucide.

ELENA HAZANOV: «LE PREMIER FESTIVAL KINO SÉLECTIONNE DES FILMS EMPREINTS DE NOIRCEUR, DES FILMS OÙ IL Y A DE L A LUMIÈRE ET DES FILMS OÙ IL Y A LES DEUX.» © ALBERTO CAMPI / GENÈVE, 20 AOÛT 2013

Quel genre de films avez-vous choisi de montrer au public suisse?
Elena Hazanov: Dans cette première édition, nous avons pris le soin, mes collaborateurs et moi, d'offrir aux spectateurs le spectre le plus large possible de la production des deux dernières années — pour les longs métrages de fiction en compétition —, et des trois dernières années, de 2010 à 2012 — pour les documentaires hors concours. Il y a des films graves, empreints de noirceur ou de pessimisme et des films où il y a de la lumière, de l'amour. Et des films où il y a les deux.

Par exemple?
Dans *I'll Be Around*, le réalisateur Pavel Ruminov met en scène l'histoire d'Inna, une jeune femme qui élève seule son fils de six ans et qui apprend qu'elle est atteinte d'une tumeur cérébrale. Elle part alors à la recherche de la famille idéale qui adoptera son petit garçon. C'est une œuvre qui aborde une question tragique, mais qui suscite un puissant sentiment d'espoir. Quand on sort d'une salle de cinéma, on doit avoir envie de vivre!

Vous présentez des réalisations de 2010 à 2013 sous le label «films de Russie et d'ailleurs», mais vous utilisez volontiers la formule «post-soviétique». L'héritage de l'ex-URSS est-il encore aussi présent dans la production contemporaine?
Depuis plus de vingt ans, on assiste à l'émergence de créations cinématographiques venant des quinze républiques ex-soviétiques. De nouveaux cinémas nationaux autrefois liés par l'URSS font surface aujourd'hui sur une racine commune. Sous l'Union soviétique, plus de 600 films par an voyaient le jour. Une impressionnante production industrielle qui a décliné avec la chute du communisme.

Chaque pays a d'abord tenté de travailler dans son coin, puis des collaborations, par exemple entre la Russie et l'Ukraine, se sont nouées grâce à cette racine commune, à ce passé commun. La nécessité vitale de faire alliance, tant du point de vue économique qu'artistique, s'est ensuite naturellement imposée.

Par quel canal est passé le témoin entre les cinéastes de l'ex-URSS et la nouvelle génération?
Il y a, à Moscou, une grande école de cinéma qui remonte à la période soviétique, et certains professeurs de l'époque sont toujours là, ils forment la nouvelle génération. Ils n'ont pas tous disparu, et on continue à avoir besoin d'eux. La nouvelle génération se considère fière d'avoir été formée par l'ancienne génération.

Mais beaucoup de choses ont évidemment changé. D'un point de vue technique, on peut parler de «révolution». Jamais le cinéma soviétique n'a par exemple utilisé le son direct, tous les films étaient doublés, les acteurs se doublaient eux-mêmes, comme dans l'Italie de la «belle époque» de Fellini et de Cinecittà. La nouvelle vague s'est aussi formée en réalisant des films publicitaires. Certains de ses représentants sont passés par là.

Y a-t-il une dominante dans la production post-soviétique? Est-elle sentimentale, intimiste, sociétale, politique?
Il y a tout cela à la fois. Mais les films qui dénoncent des problèmes sociaux ont parfois de la peine à être distribués et à atteindre un grand nombre de spectateurs. En Russie par exemple, le public aime beaucoup les films des auteurs russes, mais il privilégie les films qui permettent de s'évader, de quitter un quotidien souvent difficile.

Le film *Elena* d'Andreï Zviaguintsev, qui raconte l'histoire d'une femme modeste courant après l'héritage de son mari, n'a pas vraiment marché en Russie, alors qu'il connaît un certain succès un peu partout dans le monde. C'est un film qui rappelle peut-être trop les difficultés actuelles de la vie pour un grand nombre de Russes, qui ressentent le besoin de se distraire au cinéma.

Pour rester en Russie, qui sont les cinéastes qui «parlent» aux Russes?
Il y en a un certain nombre, mais je citerais surtout Valery Todorovsky, fils de Piotr Todorovsky, réalisateur notamment du film *Romance du front* (1983), nommé pour l'Oscar du meilleur film en langue étrangère. Valery Todorovsky, qui sera présent au festival Kino, a commencé ses travaux dans les années 1990. À l'époque, c'était le désert, le cinéma russe semblait sur le point de disparaître après la chute de l'URSS, ou en tout cas incapable de se relever. Ce cinéaste a depuis réalisé huit films qui parlent à tout le monde, certains sont des comédies, d'autres des films engagés. Le festival lui consacre une rétrospective.

Quels films projetés au festival Kino nous disent à nous comment vivent les gens «en Russie et ailleurs»?
Ce sont notamment les documentaires qui montrent la vie quotidienne des Russes, mais pas seulement d'eux. Si vous voulez savoir quelles sont les aspirations profondes des personnes ou ce qu'elles mangent au petit déjeuner, regardez des films comme *Retracing Russia*, projeté en présence du réalisateur Yuri Burak, qui raconte le voyage d'Evgueni Burak à la rencontre de ces hommes et de ces femmes qu'il avait photographiés dans la région de Smolensk vingt ans avant la chute de l'URSS. Ces photos font l'objet d'une exposition à la Maison des arts du Grütli durant la période du festival.

Quel est l'état de la distribution cinématographique dans les pays ex-soviétiques?
C'est un système huilé qui s'est bien redressé après l'effondrement de l'Union soviétique, mais qui connaît aujourd'hui un problème de taille: le piratage. Si une production n'a pas les moyens de protéger ses films de ce fléau — des moyens qui peuvent aller de la requête d'une protection politique au plus haut niveau de l'État, ou le fait de débourser de sommes importantes — alors ses films se retrouvent sur le web à peine deux jours après leur sortie en salle. C'est très dur pour les distributeurs et les producteurs russes qui sont désespérés. Ce n'est pas comparable avec ce qui se passe en Europe, où le piratage ne sévit pas autant que dans les pays post-soviétiques, notamment en Russie, où la situation est dramatique.

Y a-t-il des restes de censure dans les pays ex-soviétiques?
Lorsque des subventions étatiques entrent en jeu, très probablement. Mais c'est une censure indirecte. Personne n'interdit de faire un film. On peut réaliser une œuvre cinématographique sans devoir la soumettre au bon vouloir de l'administration. Mais si un film dérange par exemple le pouvoir politique en place, la télévision d'État ne va pas forcément l'acheter, et il aura de la peine à passer le cap de la commission ministérielle de la culture qui accorde les subventions. Cela est connu dans le milieu professionnel, mais comme il n'existe pas de liste «officielle» des films recalés, et qu'il n'y a pas de transparence, on ne peut pas l'affirmer avec certitude.

Un cinéaste est-il considéré comme un intellectuel en Russie?
D'une manière générale, les cinéastes jouent à fond leur rôle d'intellectuels, et sont considérés comme tels par le grand public. Mais ils sont prudents sur les questions politiques, car ils ont avant tout envie de faire du cinéma, d'exprimer leur art, et tout le monde sait que si on se frotte à la politique, on risque de tout perdre. Ils ne se prononcent pas en faveur du pouvoir, mais pas ouvertement contre non plus.

La population est-elle à l'écoute de la parole de ces intellectuels?
Nikita Mikhalkov a une influence, les Russes l'écoutent et lui font confiance. La nouvelle génération de cinéastes est moins connue, donc elle a moins d'influence. Valery Todorovsky pourrait profiter de sa notoriété, mais il ne s'exprime jamais sur des questions politiques.

Existe-t-il, dans les pays post-soviétiques, une «politique culturelle» clairement affirmée en faveur du cinéma?
Il y a clairement une «volonté» politique en faveur de la création et de la production cinématographiques, mais les choses changent trop vite. À l'image de l'instabilité générale qui caractérise la vie en Russie, la politique culturelle est aussi instable. Un fonds créé aujourd'hui pour le cinéma peut disparaître le lendemain. Cela a été le cas dernièrement. Un nouveau fonds spécial a été mis en place, mais on ne sait pas encore qui va le gérer, qui va s'occuper de quoi.

Les sables restent mouvants. Beaucoup de producteurs étrangers aimeraient travailler en Russie et co-produire des films avec les Russes, mais cette instabilité freine leurs ardeurs. Les co-productions sont essentielles pour l'essor des cinémas émergents, comme le sont les cinémas post-soviétiques. Elles se réalisent depuis quelques années avec l'Allemagne et surtout avec la France. Tout le monde attend que le système se stabilise, ce qui permettrait de travailler plus sereinement et de donner un nouvel essor au cinéma post-soviétique.

Qu'en est-il des co-productions avec la Suisse?
En 2004, mon long métrage *La traductrice* était l'une des premières co-productions officielles entre la Suisse, où la moitié du film a été tournée, et la Russie, où on a tourné l'autre moitié. Le film a été présenté la même année au festival de Locarno. D'autres co-productions ont depuis vu le jour. En 2012, le documentaire *Playback* est réalisé par le Russe Pavel Kostomarov et le Suisse Antoine Cattin. C'est un film montrant la vie des gens sur le tournage d'un film d'Alexeï Guerman, *Il est difficile d'être un dieu*, un film de science-fiction inspiré d'un roman culte d'Arkadi et Boris Strougatski.

Antoine Cattin a travaillé avec cet immense auteur russe, qui a réalisé six films dans sa carrière, et des chefs-d'œuvre comme *20 jours sans guerre* (1976) et *Mon ami Ivan Lapchine* (1984). Ses films s'attiraient parfois les foudres de la censure et pouvaient rester pendant des années sur l'étagère du ministère de la culture. Il s'agit d'œuvres complexes, dont la production durait des années. Guerman était capable de tout refaire, et de jeter aux orties des mois et des mois de travail! *Playback* est projeté en hommage à ce cinéaste mythique qui est décédé en février 2013.

Quelles sont les «lacunes» à combler en priorité dans le cinéma post-soviétique?
Il manque une formation de producteur, ce profil professionnel qui se charge du budget, de la planification financière et de la gestion. C'est un métier important, essentiel, qui ne s'improvise pas. Certains ont fait des formations à l'étranger, mais cette figure manque encore cruellement. Il y a aussi les relations internationales à améliorer et la nécessité de soutenir la création indépendante et le cinéma d'auteur. C'est une problématique générale, qu'on retrouve un peu partout.

Quelle est la part du cinéma post-soviétique dans le marché mondial?
Je vous donne les chiffres pour le cinéma russe, qui est le cinéma de référence pour les pays post-soviétiques: sa part est aujourd'hui de 14%, avec une quarantaine de films produits par an. Pour la seule Russie, qui est un énorme pays, ce chiffre est vraiment minimaliste. Mais il marque une croissance claire.

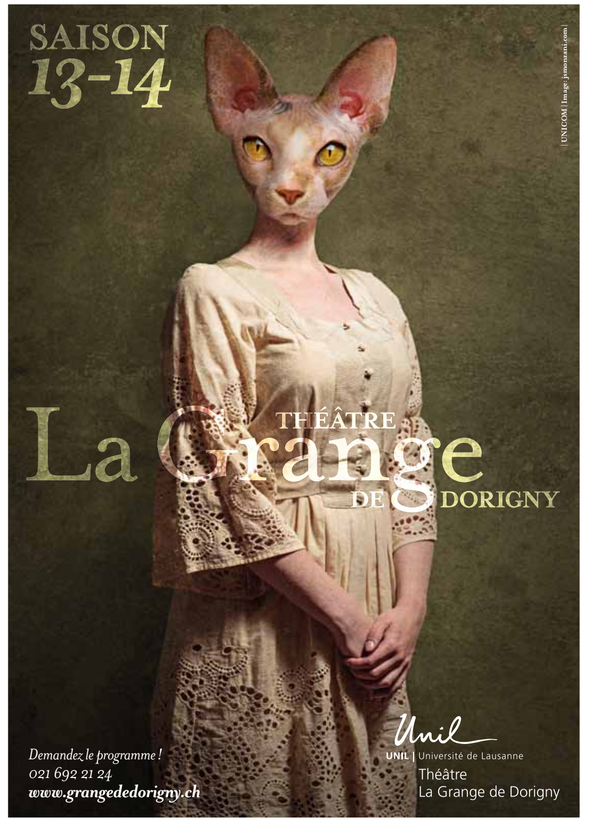
À la fin de la perestroïka, le cinéma russe ne parvenait à s'octroyer que 4 à 5% du marché. Parmi les quelque quarante films produits actuellement par an, deux tiers ne sortent jamais dans les grandes salles de distribution, mais pour des projections sporadiques. Parallèlement, le nombre de salles continue d'être en pleine croissance. Dans les années 2000, une salle de cinéma ouvrait presque chaque jour en Russie.

Le public est-il présent dans les salles?
Les gens vont de plus en plus au cinéma, ils aiment le cinéma. Mais à cause du piratage, cet amour pour les salles de cinéma peut changer. À l'époque communiste, quand un film sortait, tout le monde allait le voir, les gens s'habillaient comme pour aller à une réception, le public imprimait les répliques des acteurs et les intégrait dans la vie quotidienne. Des comédies soviétiques passaient chaque année à Noël, on les connaissait par cœur.

Aujourd'hui, le public est toujours présent, mais différemment. Reste qu'il est bien là. Prenez l'exemple du film *Legend no 17* de Nikolaï Lebedev, sorti cette année. Le «numéro 17» est celui du grand joueur russe d'hockey sur glace Valery Kharlamov, qui a marqué deux buts, le 2 septembre 1972, lorsque l'équipe nationale soviétique a gagné 7 à 3 contre la mythique équipe canadienne, à Montréal, scellant l'entrée de l'URSS dans le cercle des meilleures équipes mondiales. Ce film a enregistré 30 millions de spectateurs en deux jours. C'est énorme. Les gens faisaient la queue pour aller le voir. Le festival Kino s'ouvre avec la projection de ce film à succès, qui n'est pas en compétition.

1. Festival Kino, Cinémas du Grütli (Genève) et Cinémathèque suisse (Lausanne), du 21 au 29 septembre 2013, www.kinofestival.ch et +41 78 821 23 50.
Voir également visuel en page 7.

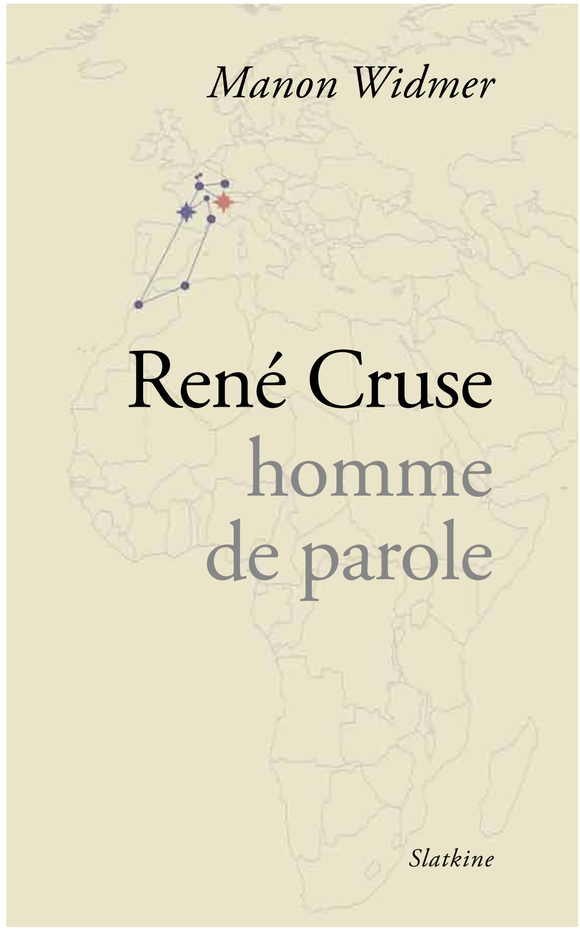
PUBLICITÉ



***Biggie Yorke*, 2013. Acrylique sur séquoia**
Genêt Mayor, (*1976), artiste — *www.samyabraham.com/Genet-Mayor*
Sculpture présentée à la Biennale de Selestat-F, du 21 septembre au 27 octobre 2013 (www.selest-art.fr)
Remerciements: Sylvain B. / Jules D. (www.wood-concept.ch)

Atelier, la rubrique qui donne carte blanche aux créateurs d'ici et ailleurs /

Ces femmes et ces hommes qui font de Genève une ville cosmopolite



Les éditions Slatkine inaugurent la collection *Ils ont choisi Genève**, dirigée par le sociologue Jean Rossiaud, qui signe ici la préface du volume de Manon Widmer consacré à René Cruse, pasteur et théologien antimilitariste né en 1922. *La Cité* en publie les bonnes feuilles.

Parmi celles et ceux qui ont choisi Genève, j'ai eu envie de faire partager le regard amical que je porte sur René. Parce que René Cruse, qu'il le sache ou non, qu'il s'en accommode ou pas, est emblématique non seulement de son époque (ce XXe siècle de guerres mondiales et d'utopies politiques), mais également de ce qui fait la richesse culturelle et intellectuelle de Genève (ce concentré cosmopolite de pouvoirs et de contre-pouvoirs, de puissants de ce monde et de héraults de la liberté). Témoin et acteur dans ce XXe siècle de crises et d'espérances, dans cette Genève protestante et protestataire, calviniste et anticalviniste, cette Genève internationale et pourtant parfois si provinciale.

J'ai connu René dans l'engagement pacifiste du Comité Paix Genève et dans les comités de rédaction de Dissidences, puis de Forum Dissidences, au début des années 1990. La guerre froide agonisait dans la première guerre du Golfe et la tragédie yougoslave. Un nouveau système mondial se mettait en place, porteur de promesses et de menaces.

René m'a immédiatement touché par son aménité, cette «douceur accompagnée de grâce» comme dit le Littré. J'ai su, en apprenant à le connaître, que cette douceur apparente est de la civilité, et cette grâce, un métissage d'aristocratie et de spiritualité.

La civilité de René est une politesse jamais hypocrite. Il sait – parce qu'il l'a vécu dans sa chair pendant la deuxième guerre mondiale – que la société est toujours «conflit» et le plus souvent «violence». La violence a toujours soulevé en lui l'indignation, et il la récuse au plus intime de lui-même. Le conflit, depuis son plus jeune âge, il s'y engage par la parole. Car si René ne conservait qu'un unique précepte de sa culture chrétienne, il le tirerait probablement du prologue de l'évangile selon Jean: «Au commencement était la Parole, et la Parole était avec Dieu et la Parole était Dieu. […] En elle était la vie et la vie était la lumière des hommes.» Et la vérité de cet sentence biblique pour René devenu agnostique, voire athée, garde toute sa force aujourd'hui, même sans référence à la notion de dieu.

René Cruse est un homme de parole. Toute sa vie, il prend la parole: comme enfant face à son père et à ses frères et sœurs, puis comme pasteur et comme conférencier, enfin en intervenant dans l'espace public genevois, dans la presse ou dans les bulletins des associations. Il ne prend pas la parole pour l'enlever aux autres. Non, au contraire, il la prend pour qu'elle soit mieux distribuée, comme un porteur de parole, pour redonner de la voix aux sans voix. Plus précisément en effet, porte-voix plutôt que porte-parole, car René Cruse est devenu, au fil des années et de ses expériences d'homme engagé, un véritable dissident, plus proche de Camus que de Sartre, plus proche de Vaclav Havel que de Fidel Castro, plus proche de Jésus que de Pierre. Ce que dit et redit René tout au long de ses combats intransigeants contre l'institution de l'ordre du monde, c'est: «*Not in my name.*» Vous pouvez faire vos saloperies, vos dégueulasseries (car René sait être impoli, quand la situation l'exige!), vos petits arrangements minables et vos massacres de masses, mais jamais vous ne pourrez les faire au nom de René Cruse. Ce nom — reçu en patrimoine — qu'il a dû se réapproprier pour en conserver l'héritage, tout en y imprimant sa marque de fabrique.

Ceux qui s'intéressent à l'étymologie des noms propres savent peut-être qu'on prétend qu'en moyen anglais «crus» ou «cruse» était le surnom donné au combattant audacieux, féroce, celui-là même qui peut-être quitta l'Angleterre pour l'Aquitaine et le Bordelais, à deux pas de cette Espagne où «cruse» «cruz» (René lui-même prononce son nom «Crouse»), ne peut renvoyer qu'à la croix. Elle colle bien à René cette image de combattant audacieux qui porte sur lui la croix du monde, transformant chaque épreuve douloureuse, pour lui et pour les autres, en une nouvelle opportunité d'émancipation et de renaissance.

Car René est celui qui est né une nouvelle fois (*renatus*). Et pour les chrétiens, il est celui qui a été baptisé. Et si René n'a jamais eu peur de se mouiller, il est surtout celui qui a toujours su renaître au contact d'une nouvelle «mission». Alors missionnaire, René Cruse? Non, il n'est ni mandataire d'une organisation, ni prosélyte d'une foi. Mais évangéliste, oui! Parce qu'il porte toujours la «bonne parole». Non pas celle des livres sacrés ou des manifestes, ni celle des Églises ou des Partis, mais bien celle qui ouvre au débat, à la contradiction, à la *disputatio* scolastique: la parole démocratique.

Au sens premier du terme d'aristocratie, qui signifie le pouvoir exercé par les meilleurs, je dirais que René Cruse est un des aristocrates du débat démocratique genevois: il prend toujours la parole pour donner à penser. Imprégné par le protestantisme aristocratique bordelais qui lui a donné sa première naissance, il a cherché, dès l'enfance, à s'en défaire. Cueilli par la guerre à la fin de l'adolescence, il s'en échappe et rejoint les Forces de la libération. Sorti meurtri, et marqué jusqu'à l'inconscience, par l'épouvante de la guerre, il en devient antimilitariste et pacifiste, mais en conserve, au cœur, le goût du combat et de l'aventure émancipatrice. En quête d'une renaissance spirituelle à l'aube de sa jeunesse, il arpente de long en large les cheminements de la foi, puis de la politique.

Je suis parti de l'hypothèse que René Cruse avait choisi Genève, mais c'est peut-être bien Genève qui l'a choisi. Quelle ville lui aurait mieux permis de ce distancier de la foi chrétienne que la Cité de Calvin, de refouler les cicatrices traumatiques de la guerre entre l'ONU et le CICR, de poursuivre son aventure contestataire au quotidien, au cœur même de cette Europe bousculée par Mai 68 et divisée par la guerre froide. Genève lui a offert la capacité de renaître une fois encore à l'amour, à la politique et — ne lui en déplaise — à un certain type de foi: la foi, comme une aventure loyale à sa propre nécessité d'indignation et à son propre désir d'engagement; la foi d'un incroyant, d'un infidèle aux institutions, mais d'un fidèle de la dissidence.

Pour moi, René Cruse fait partie des personnes, dont la simple fréquentation m'a appris à mieux comprendre mes propres trajectoires intimes et politiques. J'avais depuis longtemps le désir de rembourser cette «dette sans créance», merci à René de m'avoir permis de le faire de cette manière-ci, et merci à Manon Widmer de s'être prêtée à l'exercice difficile de l'exploration biographique.

Une signature a lieu à la Librairie du Boulevard, 34 rue de Carouge, à Genève, jeudi 19 septembre, dès 18h, en présence de René Cruse, de Manon Widmer et de Jean Rossiaud.

* La collection *Ils ont choisi Genève* s'adresse à un lectorat curieux de mieux comprendre la richesse culturelle et intellectuelle de Genève. Elle offre une lecture originale de l'Histoire du grand XXe siècle, vue par le prisme genevois. Pour chaque ouvrage, un même fil rouge biographique qui relie le monde à Genève à travers des parcours de vie singuliers: «être né quelque part», «partir», «choisir Genève».

Un deuxième ouvrage de la collection sort simultanément: *Bohdan Havrylyshyn: l'infatigable passeur* par Virginie Poyetton. L'Ukrainien, né en 1926 en Galicie orientale, subit très jeune les occupations polonaise, soviétique et et nazie, puis il connait les camps de travail, de réfugiés et l'exil. Venu à Genève pour faire un MBA à l'Institut international de management, il y reste comme professeur, puis directeur. Membre du Club de Rome, Bohdan Havrylyshyn a aussi fréquenté et conseillé quelques-uns des «grands de ce monde».

«Les peuples se comprennent mieux lorsqu'ils ont des projets communs»

SÉGOLÈNE ROYAL VUE PAR © ALBERTO CAMPI / GENÈVE, 29 AOÛT 2013

Avec son dernier livre intitulé *Cette belle idée du courage**, Ségolène Royal accompagne son retour sur la scène politique après sa défaite aux élections législatives de 2012. Rencontre.

PROPOS RECUEILLIS PAR
LUISA BALLIN À POITIERS

La présidente de la région Poitou-Charentes était, fin août, l'invitée d'honneur de la Fête de la communication au Club suisse de la presse à Genève. Celle qui fut ministre dans les gouvernements de Pierre Bérégovoy et de Lionel Jospin, et première femme à accéder au second tour de l'élection présidentielle française en 2007, a reçu *La Cité* dans son fief de Poitiers, à la veille de l'université d'été du Parti socialiste français à La Rochelle. Entretien autour d'un livre, d'un engagement et d'une vision de l'Europe.

Peut-on changer les choses en n'étant plus ni dans un gouvernement ni dans un parlement national?
Comme le disait le président Roosevelt, et comme je le rappelle dans mon livre, il faut faire les choses là où l'on est avec les moyens que l'on a. La gestion d'un territoire régional tel le Poitou-Charentes est très importante, car elle permet de mettre en application les discours et les actes même sur des sujets globaux tels que l'environnement et le climat. Je considère la région que je préside comme un laboratoire dans lequel je peux expérimenter les modes d'actions politiques auxquels je crois, dans le domaine économique, écologique, culturel, social et démocratique.

Mon action politique est aussi visible dans le cadre de mes responsabilités internationales: je suis vice-présidente de l'internationale socialiste, présidente de l'Association internationale des régions francophones et vice-présidente de la Banque publique d'investissement, une de mes propositions politiques que j'ai le plaisir de voir être mise en application et à la réussite de laquelle je participe. Oui on peut changer les choses en n'étant plus ni au gouvernement ni au parlement.

Votre livre présente une galerie de portraits sur le courage: Jean Jaurès, Nelson Mandela, Louise Michel, etc. Mais ce sont aussi des pages personnelles que vous écrivez. Quel lien existe-t-il entre le parcours de ces personnalités et vous?
Ce livre m'a permis de faire le récit d'événements auxquels j'ai participé et partagé parfois avec certaines de ces personnalités. Il remet à niveau une densité politique sur la base d'une idée du courage. Je l'ai écrit après avoir observé des cheminements qui ont soutenu mon engagement politique. J'ai puisé bien des énergies dans les personnages que je décris, une expérience que j'ai voulu mettre à disposition des lecteurs.

Vous citez l'écrivain Paulo Coelho: «Un guerrier sait bien qu'une guerre est faite de plusieurs batailles: il poursuit.» Vous allez donc poursuivre?
En tous les cas, je n'arrête pas. Je poursuis tranquillement ma route. Je ne suis pas en manque de je ne sais quoi. C'est ce qui fait ma liberté et ma force. Je suis là. Si l'histoire doit repasser, elle repassera.

Au fond de vous, avez-vous la conviction que l'histoire repassera?
L'histoire est faite de tant de choses: ce sont des circonstances et une époque. Je ne suis pas en attente, je continue d'être écoutée et entendue et c'est ce qui importe. J'ai une cohérence politique qui continue à faire écho. Lorsque j'ai été réélue ici, dans ma région, avec 61% des suffrages, tout candidat qui, comme moi, avait tenté de conquérir la présidentielle aurait immédiatement dit: je repars!

Mais je me protège, parce que je me dis que si je dois vivre pendant deux ans en état de candidate à la présidentielle, je vais devoir affronter tous ceux qui vont sortir leurs griffes. Je me protège et je dis: on verra. Alors que dans la dynamique politique il faut s'exprimer, il ne faut pas se protéger. Je ne dis pas cela pour refaire l'histoire, mais je ne voulais pas que l'on dise que ma présence au deuxième tour de l'élection présidentielle était un accident de l'histoire, une personne surgie de nulle part, un produit des sondages, un personnage secondaire de la vie politique et autres amabilités que j'ai entendues, y compris de la part de certains socialistes. Je ne pouvais pas arrêter. Cela m'a encouragée à rester en politique, même si je savais que ce serait difficile.

Était-ce trop tôt d'avoir une femme au second tour de l'élection présidentielle en France?
C'est difficile à dire, mais si j'avais été un homme je n'aurais pas eu la majorité de l'appareil de mon parti contre moi. Et puis il y avait ce procès en incompétence que l'on faisait en permanence contre les femmes, qui a cessé depuis et qui a fait que les choses se sont retournées. En tant que femme, c'était plus dur d'ouvrir le chemin. Aux États-Unis, l'élection de Barack Obama a été une transgression extraordinaire. Peut-être que si Barack Obama avait été élu avant moi, la transgression de voter pour une femme en France aurait fait bouger les lignes.

En pensant à vous et à Hillary Clinton, on peut se demander si ce n'est pas un handicap ou un obstacle que d'être à la fois une femme politique de haut niveau et l'épouse ou la compagne d'un homme politique qui est au plus haut niveau?
Non, parce que l'on partage beaucoup de choses et on comprend les contraintes. C'est plutôt un atout...

Vous citez aussi l'ex-président du Brésil Lula, en rappelant qu'il a persévéré à quatre reprises avant d'être élu, mais en soulignant surtout qu'il a analysé ce qui n'a pas marché et qu'il a beaucoup appris de ses erreurs jusqu'à la victoire. Pourquoi ce rappel?
On apprend beaucoup de ses erreurs, notamment sur l'organisation d'une campagne. Si j'avais eu plus de soutien, ma capacité d'organisation en aurait été multipliée. Mais au moins, cela a été utile pour la suite, car le candidat socialiste de 2012, François Hollande en a fait l'analyse. Tout cela a été décrypté et a servi pour la victoire présidentielle, et c'est tant mieux.

À Genève, le 29 août, votre intervention a porté sur le thème: «Réformer la France, réformer l'Europe.» Comment?
Il manque actuellement un désir d'avenir, une lisibilité de l'avenir et une espérance. C'est cela qu'il faut construire pour que les peuples d'Europe, dans leur diversité, se tournent collectivement vers un horizon commun. Il faut que cela soit encouragé, porté, fédéré, sur des thèmes comme l'écologie, l'énergie, l'esprit d'entreprendre, l'emploi, les biotechnologies et aussi sur la diversité, la culture et la jeunesse.

La Suisse et la France traversent un moment difficile, sur le plan fiscal notamment. Comment faire pour que les relations entre ces deux pays soient moins tendues?
Il faut là aussi des projets culturels communs. Les peuples se comprennent mieux lorsqu'ils ont des projets communs qui les élèvent.

* Paru en mai 2013 aux éditions Grasset, Paris.

Une version de cet entretien paraît également sur le site du Club suisse de la presse: http://2013.pressclub.ch/communique/reformer-la-france-et-reformer-leurope; et dans le magazine *UN Special*: http://www.unspecial.org

Angela Merkel ou l'Europe allemande?

Dans son dernier essai [1], Ulrich Beck critique l'hégémonisme économique de l'Allemagne. Selon le sociologue allemand, la chancelière mène une politique qui risque, à terme, d'isoler Berlin sur la scène internationale.

Ulrich Beck n'est pas homme à avancer masqué. Comme le Français Jacques Delors, ancien président de la commission de Bruxelles, comme l'Irlandais Pat Cox, ancien président du Parlement européen, il appartient au «groupe Spinelli». Ce dernier s'est donné pour objectif de «trouver une majorité au sein du Parlement européen sur des sujets importants» et relancer la recherche d'un véritable fédéralisme au sein de l'Union. Fondé le 15 septembre 2010, ce groupe compte également dans ses rangs les Allemands Joschka Fischer, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Schröder et l'eurodéputé Daniel Cohn-Bendit.

C'est d'ailleurs ce dernier qui signe la préface du livre d'Ulrich Beck, un réquisitoire implacable contre toutes les formes d'euroscepticisme — de droite comme de gauche — et de nationalisme. Voilà un extrait de cette profession de foi: «Quand la raison nous force à considérer une coopération étroite des États pour opérer le rattrapage politique indispensable à la préservation de leur autonomie, les États choisissent de parier sur une rédemption par la nation — ou au mieux sur une Europe 'nationalisée' à l'image de l'Europe allemande merkiavélienne. Leur incapacité à penser l'action politique et sa légitimité en dehors du carcan national a non seulement renforcé la face intergouvernementale de l'Union européenne — au détriment de l'action communautaire —, mais elle les prive en plus de toute emprise sur le monde avec pour corollaire leur propre déclin politique.»

L'Europe allemande «merkiavélienne», néologisme formé à partir de «Merkel» et «machiavélique»: voilà le mal identifié. L'auteur, qui laisse à l'historien anglais Timothy Garton Ash la paternité de l'expression «une Allemagne européenne dans une Europe allemande», n'a pas de mots assez durs pour dénoncer le comportement hégémonique de Berlin depuis que «Angie» est aux commandes.

NE PAS CONFONDRE L'EUROPE ET L'EURO

Dans la ligne de mire d'Ulrich Beck, il y a l'économisme de la chancelière, cette tendance à considérer tous les faits sociaux comme des faits économiques. «Les débats publics sont aujourd'hui le plus souvent envisagés d'un point de vue économique, ce qui semble assez absurde si l'on se souvient de la manière dont les économistes furent eux-mêmes surpris par la crise. Le problème est le suivant: cette perspective occulte le fait que nous ne sommes pas uniquement confrontés à une crise économique (et de la pensée économique), mais surtout à une crise du politique et de la société ainsi que de la compréhension dominante qu'on leur accorde. Ce n'est donc pas moi en tant que sociologue qui m'engage sur un terrain — l'économie — qui n'est pas le mien, mais c'est l'économie qui a oublié la société dont elle doit parler.»

Qu'a-t-on fait de la nécessaire attention à l'Homme, signifie le sociologue allemand quand «les dirigeants acceptent des plans d'austérité que les populations refusent»? Qu'en est-il de cette logique qui cherche à établir «une nouvelle répartition des biens du bas vers le haut»? Les pouvoirs nationaux, Angela Merkel en tête, se sont-ils seulement posés la question suivante?: «Mais que font les sauveteurs si ceux qui doivent être sauvés ne veulent pas l'être? En tout cas pas de la manière présentée par leurs propres gouvernements comme étant «sans alternative possible»?

En homme de gauche qu'il est, Ulrich Beck questionne ce réflexe pavlovien de l'Europe qui refuse de changer de logiciel. Il serait temps d'après lui que l'Union ébauche enfin des solutions collectives: «Au premier plan de la crise européenne, il y a les dettes, les déficits budgétaires et les problèmes financiers. Mais la vraie question, plus profonde, à laquelle

SCULPTURE DE SABLE REPRÉSENTANT JOSÉ MANUEL BARROSO ET ANGELA MERKEL. © KEYSTONE / EPA / VASSIL DONEV / SOFIA, 26 AOÛT 2013

nous sommes confrontés est la suivante: comment l'Europe peut, devrait et doit être (ou devenir) solidaire? Qui confond Europe et euro a déjà abandonné la partie.»

Penser que l'auteur se livrerait à un réquisitoire ayant pour seule victime expiatoire Angela Merkel ferait fausse route. La chancelière allemande n'est que l'incarnation d'une très lente évolution. Au passage, Ulrich Beck égratigne les volte-face de certains dirigeants européens — pas seulement dans son pays d'ailleurs — qui juraient jusqu'à un récent passé qu'ils n'accepteraient jamais le principe de taxer les transactions financières, ou de créer des *eurobonds*, ou encore de forger une «union bancaire» et qui, soudainement, ne voient plus ces notions d'un si mauvais œil.

Autant de positions de principe qui, au départ, s'expliqueraient par le refus de sortir d'un carcan idéologique, alors que la réalité commande de changer de vision: «Si les nations cédaient à l'Europe le contrôle sur les affaires bancaires, elles ne perdraient pas de leur pouvoir d'organisation mais gagneraient au contraire en souveraineté à une époque où une chose est certaine: la finance mondiale ne se laisse plus réguler nationalement.»

Ce qu'Ulrich Beck entend aussi dénoncer c'est le «court-termisme» érigé en politique auquel nombre de dirigeants européens s'abandonnent: «Cette politique de l'urgence est illégale dans la mesure où elle contribue à la disparition de la démocratie nationale. La menace de la catastrophe autorise et contraint même les bâtisseurs de l'Europe à recourir à des astuces juridiques pour rendre possible ce qui est exclu (par les Constitutions nationales ou les traités européens).» Et d'appeler à une transformation du politique qui ne ferait plus la confusion entre deux logiques, celle du risque avéré et celle de la menace du risque: «Dans la logique de la menace de la guerre, on parle d'armement de défense contre l'ennemi et contre l'asservissement; dans la logique du risque, en revanche, on a affaire à une coopération internationale pour se protéger contre les catastrophes, qui revient au scénario hégélien évoqué plus haut.»

Si le livre d'Ulrich Beck est à mettre entre toutes les mains, pas seulement européennes d'ailleurs, c'est parce que ses interrogations suffisent à elles seules à ébranler des convictions qui peuvent être profondément inscrites en chacun des citoyens du Vieux Continent. Ainsi: «Est-ce que seuls les pays riches auront une voix à l'époque du capitalisme du risque, pendant que les pays débiteurs devront se satisfaire d'une pseudo-démocratie?» Autre intérêt de cette lecture: elle redonne confiance à ceux qui ont perdu toute illusion dans la politique et sa volonté réformatrice. Enfin, elle est porteuse d'espoir: «La crise n'a pas seulement déchiré l'Europe, elle a aussi rapproché les Européens entre eux. Certains se sont intéressés plus intensément aux problèmes de l'économie grecque qu'à la situation du marché du travail de leur propre région.»

UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL?

Ceux qui imaginent l'Allemagne faite d'un seul bloc, peuplée de gestionnaires glaciaux sans cœur et sans compassion trouveront chez Ulrich Beck un bon compagnon de route: «L'erreur centrale de la politique d'austérité allemande ne consiste donc pas seulement à définir le bien commun européen de façon unilatérale et nationale, mais surtout, dans un geste d'arrogance, à définir les intérêts nationaux d'autres démocraties européennes.» Et son rousseauisme affiché n'est peut-être pas aussi naïf qu'il n'y paraît: «Rousseau explique comment les hommes qui souhaitent dépasser l'état de nature peuvent trouver, au moyen du contrat social, une liberté et une identité au sein de la communauté.»

«Pourrait-on assister bientôt, après le printemps arabe et l'automne américain, à un automne, un hiver ou un printemps européen? (...) À la naissance d'un mouvement social européen, qui irait dans la rue pour soutenir le nouveau contrat social européen?», interroge Ulrich Beck à la fin de son livre. La réponse donnerait peut-être lieu à une feuille de route pour les années à venir. À un grand dessein même. Il n'est jamais interdit de rêver.

WILLIAM IRIGOYEN

1. Ulrich Beck, *Non à l'Europe allemande. Vers un printemps européen*, Autrement, traduit par Nathalie Huet, mai 2013.

CAFÉ NOIR

«VIANDE»

On pousse les draps, on se lève titubant jusqu'à la cuisine. Dans l'évier, on se débarrasse du marc de la veille et on prépare une nouvelle cafetière – surtout pas de capsules Nespresso. Pour les chanceux qui fument encore, on allume sa première cigarette avec le journal qu'on déplie – surtout pas de cigarette électronique. C'est «Café Noir», on continue.

On en revient toujours au travail.
Comme ces chiens qu'on promène avec une laisse à rallonge. Parfois, le temps fait illusion, on s'égare. Monter dans un avion, partir. Mais le travail attend, le travail est à l'affût. Le travail est du temps et le temps est ce qu'on peut espérer de mieux.

Le temps à soi.

À sa dimension propre.

Fragmenté.

Parce que nous sommes des particules de temps, des moments disséminés dans l'espace.

Maintenant, j'ai atterri,

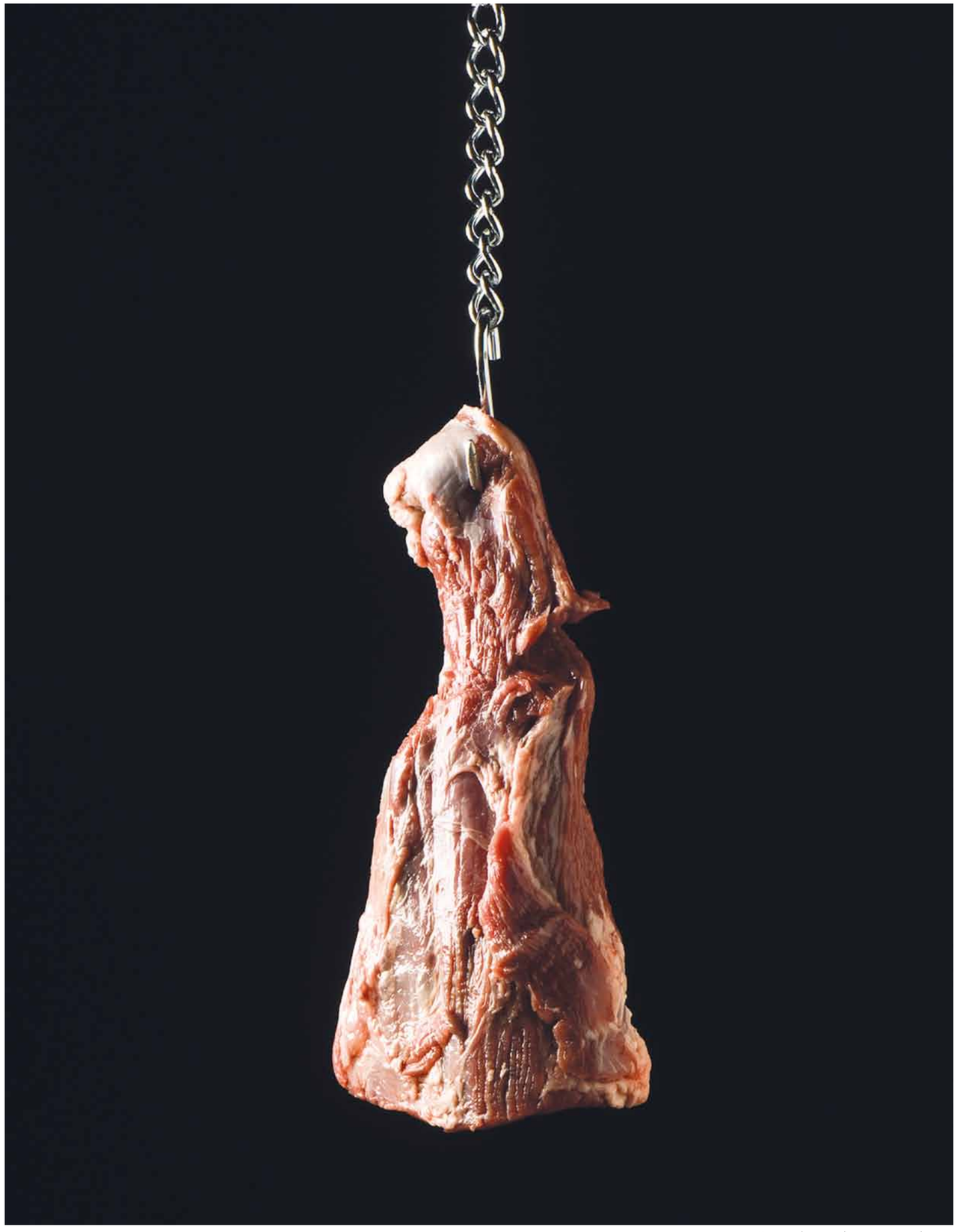
je travaille dans un abattoir à Staten Island.

Depuis trente-trois jours, je prends le ferry matin et soir. Ces trajets sont souvent ce qui m'arrive de meilleur dans la journée. Je reste sur le pont, à l'abri du vent. Je n'ai pas touché à une femme depuis Molly, je ne parle à personne en particulier, sauf les éructations dans l'écho métallique de la fabrique avec les «camarades».

Je suis au bord du gouffre, je le regarde avec fascination et intérêt. Je le sonde. Mais ce n'est pas un gouffre à dépression parce que la survie génère de l'adrénaline, des espoirs, des frustrations qui sont un moteur. Paradoxalement — mais est-ce réellement un paradoxe — le confort vous coupe les couilles. Les petites mains soignées tapotant un clavier d'ordinateur dans un bureau au 25e étage constituent la voie royale vers le Prozac et la mesquinerie. Un homme n'est pas fait pour rester assis.

Accoudé au bastingage de poupe, emmitouflé dans les vapeurs du moteur diesel, j'observe la trace d'écume laissée par le ferry. Je fume, je suis Corto Maltese dans mon caban et sous mon bonnet. Tôt le matin, les embruns me réveillent. Au retour, ils me lavent de l'odeur persistante de chair morte. Que je porte avec moi, sur ma peau et que j'ai l'impression de respirer encore bien après mon boulot. Ces moments sur le bateau sont des parenthèses vivaces, dignes, où s'échafaudent des projets hallucinants avant de timbrer ma carte en file indienne.

Le boulot: le matin, on charge des quartiers de viande surgelés dans des camions frigorifiques. L'après-midi, on pend d'autres quartiers de viande fraîchement abattus sur des crochets qu'on déplace ensuite sur des rails. Le salaire ne pèse pas lourd, mais aussi longtemps que je m'en souvienne, j'ai toujours été exploité d'une façon ou l'autre. Quelle est la valeur du temps donné? Quelle est la valeur de l'argent? Vingt-cinq ans plus tard, je n'ai toujours pas de réponse. Je sais seulement que l'argent est resté un souci permanent. Je parle de l'argent qui manque, bien sûr. Pas de celui à investir, à protéger des convoitises ou à soustraire au fisc. Il est resté un souci permanent parce que de préserver son temps signifie lui donner une valeur propre et autonome, à l'extérieur du carcan libéral.



© KEYSTONE / PHOTOALTO / MICHELE CONSTANTINI / ARCHIVES

Et, généralement, ce temps-là ne pèse pas lourd sur la balance. Je ne suis pas un corps dans un rouage. Je ne suis pas une force de travail. Je ne suis pas une ressource humaine. Le travail est un instrument d'immobilisation. Le travail désigne une personne qui souffre. Le travail est un effort pénible. Le travail annonce l'homme de peine.

Alors, tant qu'à faire, transporter de la viande morte équivaut à se transporter soi-même d'un bout à l'autre de la chaîne de vie, devenue chaîne de production, chaîne d'exploitation. Durant la pause, depuis la cour où j'allais fumer avec les autres, je voyais arriver les camions à bestiaux: bœufs, vaches, cochons; maltraités, beuglant, terrorisés. Ils arrivaient vivants et en ressortaient sur nos épaules, morts et frigorifiés.

Mon premier matin, un surveillant m'a montré comment porter les quartiers de viande au-dessus de mon tablier blanc à capuche de manière à tenir la cadence. On m'a fourni des gants troués et je sentais le froid sur mes doigts. Ce froid était plus douloureux que le poids à soulever. Le soir, dans les vestiaires, ce même surveillant m'a proposé une paire de gants neuve pour cinq dollars.

L'après-midi, on changeait de zone et c'était la petite récréation du jour — avec les moments de pause cadrés et chronométrés — égayant l'abrutissement général nous faisant devenir bêtes avec les bêtes. «Nous», c'étaient des Ukrainiens, des Polonais, des Grecs, des Portoricains, des Afro-américains. Les Italiens avaient passé le cap des boulots de merde. Quant aux Suisses, ils émigraient généralement d'une succursale UBS à l'autre. Je n'ai pas trouvé de Blaise Cendrars sur la chaîne numéro 7 où je trimais.

J'étais l'électron libre, un point d'interrogation très mineur dans l'organigramme perpétuellement chamboulé par la rotation des trois-huit. J'évitais de me poser les questions inutiles, je voulais tenir. Je voulais arriver au printemps où j'espérais décrocher une *green card*, et puis on verrait. Par affinité linguistique, je me suis rapproché des Portoricains. Je baragouinais l'espagnol et ça m'a permis de mieux tenir, d'échanger des cigarettes, de faire tourner un joint et, parfois même, de boire des bières en leur compagnie après le travail. C'était un peu comme la tôle, avec l'existence de groupes distincts, de catégories déterminées, et on ne se mélangeait pas. De temps à autre, une bagarre éclatait. En général, ça ne durait pas, quelques coups et puis un surveillant séparait les adversaires. Par contre, il arrivait que les gars se donnent rendez-vous après le travail pour régler le problème. La plupart assistaient à la castagne, j'y suis allé quelques fois et je me disais que de se cogner dessus à cause d'une paire de gants ou d'une place de choix près du camion, c'était vraiment l'humiliation suprême, c'était la prendre dans l'os bien profond tandis que les actionnaires de Kraft Foods baisaient des tops modèles sur leur yachts de cinquante mètres.

Il est petit, l'Homme. Et souvent désespéré. Trop petit avec des choses trop grandes pour lui. Ou trop difficiles à percevoir. À comprendre et puis à mettre en acte.

Mala bestia, comme disaient les Portoricains.

Fuck people.

D'autres arriveront. D'autres souffriront.

Donner des coups, on l'a tous fait. Boxer la viande, se défouler comme dans le film «Rocky». Ça vous prend la première semaine, et puis on trouve ça moins drôle, on s'épuise. Alors, on plie l'échine et on charge le camion sans plus rigoler.

On ferme sa gueule jusqu'à la sirène libératrice.

Fin février. Le soir tombait vite mais quand le ciel était dépourvu de nuages, dégagé comme une autoroute filant droite sur l'horizon, on devinait le rose des beaux jours à venir.

Comme ce soir. Ce soir était un de ceux-là. Le vent doux, le froid supportable, rester à la proue et ignorer la statue de la Liberté, l'affront quotidien des pendulaires du ferry.

Comme ce soir et j'étais l'un d'eux.

Retour à Upper Manhattan, retrouver ma chambre humide au croisement de Lenox Avenue et de la 135e West.

Être l'immigré. Être le Blanc minoritaire dans Harlem. Être l'apprenti d'une langue étrangère. Être l'exploité d'une multinationale dans le pays du rêve et des possibles. Être humble et fragile. Refermer la porte de sa chambre, être vivant.

Les goélands dans le ciel pliaient leurs ailes et plongeaient sur leur proie. Certains remontaient victorieux, un poisson dans le bec. D'autres replongeaient une nouvelle fois, inlassablement, tentative après tentative.

Jusqu'à la récompense.

Ou la défaite.

JOSEPH INCARDONA

www.josephincardona.com

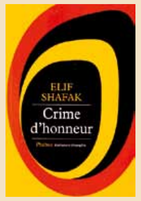
LE COIN LECTURES

Ces libraires de Suisse romande qui vous donnent envie de lire

Gilles F. Jobin, *Jouer dans le noir,* Éd. Samizdat.

Le même nombre de mots qui jamais ne se répètent. De cette contrainte oulipienne est né le recueil de textes *Jouer dans le noir,* de Gilles F. Jobin, à la beauté singulière et libre. Courtes nouvelles, longs poèmes, chaque histoire tisse sa toile particulière et nous enserre dans la force prégnante de ses émotions. Les thèmes sont divers et parfois déconcertants, mais toujours dans la beauté d'un langage très étudié. Un bijou dans son écrin.

Librairie Page d'Encre — Delémont
Tél. 032 423 23 63
www.page-d-encre.ch



Elif Shafak, *Crime d'honneur,* Éd. Phébus

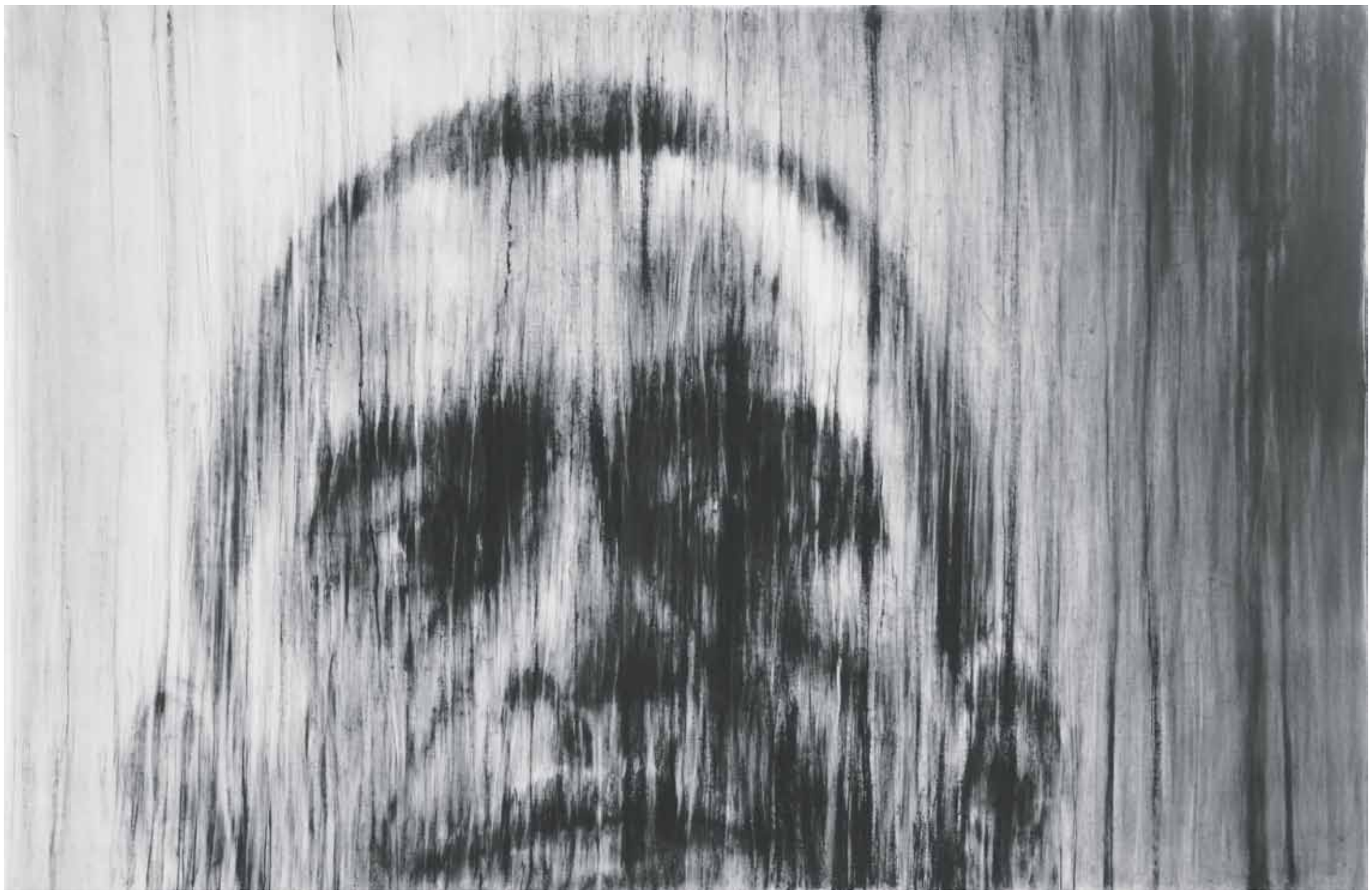
Le roman d'Elif Shafak nous plonge dans la culture ancestrale et patriarcale turque et kurde et les conséquences qui peuvent être tragiques pour les femmes surtout. Mais la force du lien entre la mère et ses enfants peut sauver des destinées. L'histoire de cette famille qui a choisi l'exil en 1970 à Londres pour vivre la liberté et l'amour alors que d'autres restent ancrés dans leur tradition est bouleversante d'humanité.

Librairie l'étage — Yverdon
Tél. 024 425 10 41
www.l-etage.ch

Tatiana Arfel, *La deuxième vie d'Aurélien Moreau,* Éd. Corti

Aurélien Moreau se confond de normalité pour cacher sa triste vie. Il est mal aimé de ses parents, marié par conformité, cadre dans l'entreprise de son beau-père. Il écrit, pourtant, presque tous les jours, ce qu'ils lui amènent ou lui rappellent. Jusqu'au jour où tout ça, c'est TROP. Et enfin, il va exalter de cette noirceur. Une écriture fine et sensible pour un roman qui nous incite à regarder du vrai côté de l'existence

Librairie Nouvelles Pages — Carouge
Tél. 022 343 22 33
www.nouvellespages.ch



Guy Oberson, «Obama», pierre noire sur papier, 150 x 225 cm, 2012, courtesy Galerie C / Neuchâtel, www.galeriec.ch

La chronique du flâneur

Rentrée par le bassin de la piscine municipale

26 degrés, température de l'eau. Le bonnet est en place, aucun cheveu ne dépasse. Les oreilles sont bouchées, les lunettes sont correctement arrimées. L'immersion dans la piscine est lente; le rituel hebdomadaire peut commencer. Coup d'œil sur l'horloge, viser la demi-heure pour le kilomètre, tranquille, c'est la reprise. Premières brassées et premières pensées. Elles sont consacrées à l'organisation de l'effort, d'abord de la brasse puis alternance avec le crawl, il est écrit quelque part que ça affine les cuisses. Technique certainement efficace si le crawl est pratiqué de manière intense mais à raison d'un kilomètre par semaine, il est permis d'en douter. Et pourtant crawl il y aura, l'envie d'y croire est plus forte.

La gestion de l'effort est maintenant terminée, c'est la libération, le mouvement se fait délié et mécanique. Le cerveau prépare la suite, ne pas penser au boulot, surtout pas. Mais aux vacances passées, un peu, et aux vacances à venir, beaucoup. Déjà deux longueurs achevées. Il serait temps de passer au crawl. La technique n'est pas totalement maîtrisée, il faut encore travailler les mouvements, s'appliquer, décomposer, recomposer et respirer, enchaîner les mouvements avec fluidité en espérant qu'ils ne provoquent aucun tsunami susceptible d'amuser la galerie. Aucun espoir de développer une quelconque réflexion.

Le crawl abandonné, on peut alors reprendre le fil de la pensée abandonnée sur l'autel de la performance. Revenir à la brasse qui offre l'évasion. Alors ces vacances? Lointaines? Européennes? Au sud? Au nord? On compte les jours qui nous séparent de ces perspectives jubilatoires, mais le calendrier s'embrouille. La faute à un coup involontairement porté par un athlète qui serre d'un peu trop près en doublant. Coup d'œil sur la carrure, il va vite, juste le temps d'admirer les jambes, effectivement fuselées. Il est temps de se remettre au crawl en entamant la onzième longueur, celle qui allonge et façonne.

Ne pas gesticuler, de l'enthousiasme sans agitation, mais sans rigorisme non plus; la natation n'est pas tout à fait un plaisir mais ne doit pas être une pénitence. Un subtil mariage entre l'exercice, facile, et l'évasion mentale. Puis penser aux enfants, à leur avenir. La réflexion devient plus grave.

Encore une longueur, la dernière, les lunettes commencent à se remplir d'eau, il faut impérativement revenir à du léger, à du badin, du facétieux pour ne pas plomber la fin de la journée. L'eau est toujours à 26 degrés et les allers-retours donnent la sensation d'avoir joué au poisson rouge dans une immense baignoire. Pourtant, la satisfaction est indéniable, on tient la destination de ses prochaines vacances d'automne. Dimanche prochain, dans le grand bassin de la piscine municipale, je me concentre sur le programme des visites...

JEANNE SAILOR